

Tchad : Consultations de 2008 au titre de l'article IV—Rapport des services du FMI; note d'information au public sur la réunion du Conseil d'administration; et déclaration de l'administrateur pour le Tchad

Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Dans le cadre de l'examen conjugué des consultations de 2008 avec le Tchad au titre de l'article IV, les documents suivants ont été publiés et inclus dans le présent dossier :

- Le rapport des services du FMI sur les consultations de 2008 au titre de l'article IV préparé par la mission des services du FMI au terme d'entretiens menés, jusqu'au **19 novembre 2008**, avec les autorités tchadiennes sur l'évolution et la politique économiques du pays. **Le rapport des services du FMI, rédigé à partir d'informations disponibles au moment des entretiens, a été achevé le 12 janvier 2009.** Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de la mission et ne reflètent pas nécessairement l'avis du Conseil d'administration du FMI.
- Supplément des services du FMI sur l'analyse de la viabilité de la dette effectuée conjointement par le FMI et la Banque mondiale.
- Une note d'information au public (NIP) résumant **les avis du Conseil d'administration formulés à la réunion du 28 janvier 2009**, consacrée à l'examen du rapport des services du FMI, qui a conclu les consultations au titre de l'article IV.
- Une déclaration de l'administrateur pour le Tchad.

Les documents figurant dans la liste ci-dessous ont été ou seront publiés séparément :

Rapport sur les questions générales

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations susceptibles d'influencer le marché.

Le public peut se procurer ce rapport à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org • Internet: <http://www.imf.org>

**Fonds monétaire international
Washington, D.C.**

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

TCHAD

Rapport des services du FMI pour les consultations de 2008 au titre de l'article IV

Préparé par les représentants des services pour les consultations de 2008 avec le Tchad

Approuvé par Emilio Sacerdoti et Anthony Boote

12 janvier 2009

Mission: Les entretiens se sont déroulés à N'Djamena du 6 au 19 novembre 2008. L'équipe des services du FMI était composée de MM. Singh (Chef de mission), Melhado et Camara (tous de AFR), Op de Beke (SPR), et Simone (FAD), et a été assistée par M. Karangwa (Représentant résident). La mission a rencontré le Premier ministre Abbas, le Ministre des finances et du budget Ngoulou, le Ministre de l'économie et du plan Breme, le Ministre des infrastructures Younousmi, le Directeur national de la BEAC Ngardoum et d'autres hauts responsables. Elle a également rencontré des représentants de la société civile et des bailleurs de fonds. Elle a coïncidé avec une mission de la Banque mondiale portant sur la revue du portefeuille et l'évaluation de la mise en œuvre du DSRP.

Relations avec le FMI: Les dernières consultations au titre de l'article IV ont été conclues le 18 décembre 2006. Un accord FRPC approuvé en février 2005 a expiré en mai 2008 après une extension de trois mois et sans qu'aucune revue n'ait été achevée. Un programme de référence négocié en juillet 2008 n'a pas été approuvé par la direction à cause de dérapages budgétaires.

Régime de change: Le Tchad est membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Il a accepté les obligations au titre de l'article VIII. La monnaie régionale—le franc CFA—est arrimée à l'euro.

Questions d'ordre statistique: La fourniture des données fait l'objet de graves lacunes qui entravent considérablement la surveillance. Le Tchad participe au Système général de diffusion des données (SGDD).

Résumé analytique	3
I. Introduction	5
II. Évolution économique récente	6
III. Perspectives à moyen terme et entretiens sur la politique économique	11
A. Cadrage macroéconomique à moyen terme	11
B. Viabilité des finances publiques	12
C. Budget de 2009	16
D. Gestion des revenus pétroliers	17
E. Réformes structurelles	18
F. Stabilité extérieure et viabilité de la dette	19
G. Améliorer les perspectives de croissance	21
IV. Relations dans le cadre du programme	23
V. Évaluation par les services du FMI	23
 Graphiques	
1. Perspectives du secteur pétrolier, 2003-11	5
2. Évolution économique récente, 2002-08	9
 Encadrés	
1. Hypothèses de revenu permanent et déficit primaire hors pétrole soutenable	15
2. Évaluation du taux de change effectif réel	20
3. Évaluation sommaire des indicateurs de solidité financière	22
 Tableaux	
1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2006-12	25
2. Opérations budgétaires consolidées (milliards de francs CFA), 2006-12	26
3. Opérations budgétaires consolidées (pourcentage du PIB hors pétrole), 2006-12	27
4. Situation monétaire, 2006-12	28
5. Balance des paiements, 2006-12	29
6. Objectifs du Millénaire pour le développement	30
7. Indicateurs socio-démographiques	31

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Contexte et aperçu général

L'évolution économique est dominée par le lancement de la production pétrolière en 2003. Après une forte croissance tirée par le pétrole durant la première moitié de la décennie, l'activité économique est devenue léthargique. La production pétrolière a commencé à baisser en 2006. La croissance non pétrolière est en berne, notamment en raison de problèmes de sécurité. L'inflation des prix des denrées alimentaires s'est nettement accrue depuis la fin de 2007. Les recettes pétrolières élevées ont consolidé la position extérieure mais ont stimulé les dépenses—surtout en matière de sécurité et d'investissement—entraînant d'importants déficits budgétaires primaires hors pétrole. La gestion budgétaire est déficiente et la qualité de la dépense publique préoccupante.

Les perspectives macroéconomiques sont incertaines, même si les facteurs de vulnérabilité externe semblent gérables. Le Tchad est touché de plein fouet par la baisse des cours du pétrole, d'où la nécessité d'un rééquilibrage budgétaire substantiel et d'une réduction des réserves, fût-ce à des niveaux non critiques. Autrement, la contagion résultant de la crise mondiale devrait être limitée en raison de la faible intégration de l'économie tchadienne à l'économie mondiale.

Discussions sur la politique économique

Les discussions sur la politique économique ont porté sur la viabilité budgétaire et la stabilité extérieure. Afin d'assurer la viabilité du budget et de la dette, la mission a recommandé une démarche de rééquilibrage budgétaire à moyen terme conforme à une hypothèse de revenu permanent. Pour inverser la hausse rapide des déficits primaires hors pétrole, les dépenses permanentes devraient être alignées progressivement sur les recettes permanentes (hors pétrole) en tenant compte des contraintes financières. La stratégie devrait être axée sur trois objectifs : intensifier le recouvrement des recettes non pétrolières, renforcer la gestion des finances publiques pour rétablir la maîtrise du budget, et améliorer l'efficacité et l'efficacé de la dépense. Les services ont recommandé la révision du budget de 2009 et la mise en place d'un cadrage budgétaire à moyen terme pour faire face à une évolution plus négative des cours du pétrole. Étant donné que les autorités ont actuellement des hypothèses trop optimistes en matière de cours du pétrole et misent uniquement sur la réduction des dépenses de sécurité, elles risquent d'être confrontées à des problèmes de financement et, à la longue, à de coûteux ajustements des dépenses. Les réformes structurelles doivent être accélérées afin d'améliorer les perspectives du secteur non pétrolier et de réduire le poids budgétaire des entreprises publiques inefficaces.

Le taux de change effectif réel s'apprécie depuis 2000, mais rien de tangible ne prouve que cela soit contraire aux paramètres fondamentaux de l'économie. Toutefois, l'activité commerciale est en stagnation depuis une dizaine d'années. La compétitivité est entravée par

les coûts très élevés du transport et de l'énergie ainsi que par un climat des affaires qui est l'un des moins attirants parmi les pays à faible revenu.

Relations avec le FMI

Les autorités souhaitent vivement qu'un programme de référence soit lancé au début de 2009. À cet égard, le progrès dépendra en particulier des mesures prises pour renforcer la politique et la gestion budgétaires.

I. INTRODUCTION

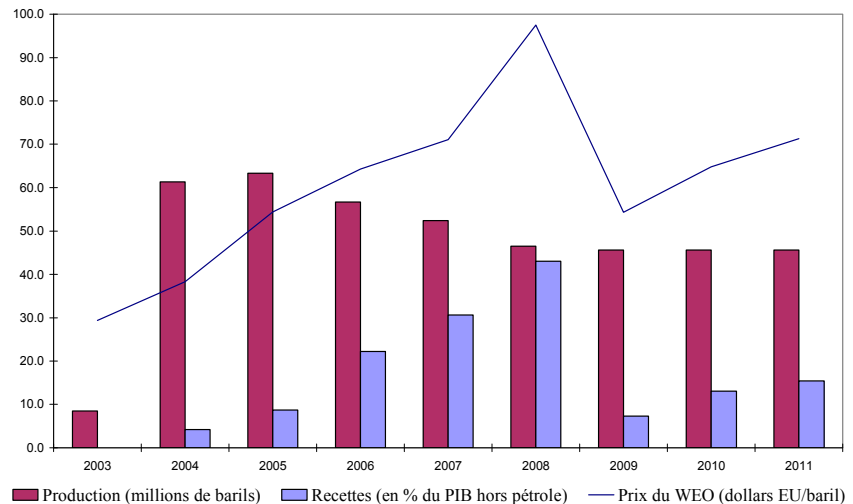
1. **Le Tchad est aux prises avec des problèmes de sécurité et d'instabilité politique, ce qui est préjudiciable à sa croissance.** Classé 170^e à l'indice de développement humain des Nations Unies, le Tchad est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il a été confronté d'une manière ou d'une autre à un conflit civil pendant 26 des 30 dernières années.

Plus récemment, il a été en conflit avec le Soudan, et sa capitale a subi plusieurs attaques importantes de rebelles. La crise du Darfour a poussé 290,000 Soudanais à se réfugier au Tchad, en plus des quelque 180,000 personnes déplacées à l'intérieur du pays.¹

2. **La production pétrolière a commencé en 2003 et a offert d'excellentes possibilités tout en posant de sérieux défis.** En 2008, le pétrole représentait 47 % du PIB et les recettes pétrolières ont grimpé à 41 % du PIB.² Si ces recettes sont bien dépensées, elles pourraient permettre de développer le capital physique et humain qui fait actuellement défaut, de diversifier l'économie et de réduire la pauvreté. Mais jusqu'ici, le Tchad présente des symptômes de la « malédiction des ressources naturelles » : faible croissance, dépenses non productives, corruption et conflit. L'avenir dépendra de nombreux facteurs qui ne relèvent pas des compétences du FMI, et notamment des progrès réalisés en matière de la paix et du développement inclusif. Le FMI jouera un rôle crucial consistant à recommander des politiques macroéconomiques saines, une gestion efficace des finances publiques, la mise en place de bonnes institutions économiques et la bonne gouvernance.

3. **Un nouveau document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) a cerné les principaux enjeux.** Le deuxième DSRP, adopté en 2008, énonce la stratégie

Figure 1. Tchad : Perspectives du secteur pétrolier, 2003-11



¹ Une force de maintien de la paix de l'Union européenne (EUFOR) déployée dans l'Est du Tchad protège les réfugiés et les déplacés de l'intérieur. Elle devrait être remplacée par une force militaire de l'ONU à l'expiration de son mandat, en mars 2009..

² Tous les ratios utilisés dans le rapport concernent le pays est en pétrole, sauf indication contraire.

économique du gouvernement jusqu'en 2011.³ En plus des principaux objectifs, qui consistent à assurer la bonne gouvernance et à créer un environnement propice à la croissance, le DSRP souligne l'importance de la viabilité budgétaire, d'une bonne gestion des finances publiques et d'une dépense rationnelle des recettes pétrolières en vue de promouvoir la diversification de l'économie. Il préconise également la poursuite des réformes structurelles dans les secteurs du coton et de l'énergie.

4. Les relations avec la communauté des bailleurs de fonds sont difficiles.

Insatisfaite de la mise en œuvre de la loi de 1999 sur la gestion des recettes pétrolières—et, en particulier, du montant et de la qualité des dépenses dans les secteurs prioritaires—la Banque mondiale a demandé au Tchad de lui rembourser à l'avance tous les prêts relatifs à l'oléoduc pour qu'elle se retire du secteur pétrolier. Mais la Banque devrait rouvrir bientôt son bureau au Tchad, fermé à la suite de l'attaque rebelle en février 2008, et entamer des discussions pour son engagement futur en dehors du secteur pétrolier. Les décaissements des autres donateurs sont également retardés, L'accord FRPC financé par le FMI pour la période 2005-08 a dérapé à cause de l'augmentation des déficits budgétaires non pétroliers, d'une orientation insuffisante des dépenses vers la réduction de la pauvreté et de la lenteur dans l'exécution des réformes structurelles. La direction du FMI n'a pas approuvé un programme de référence négocié en juillet 2008 à cause de dépassements supplémentaires des dépenses.

II. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

5. L'évolution économique récente est résumée à la figure 2. Les points saillants en sont les suivants :

- **La croissance économique a été modérée en 2007 et 2008.** Le PIB réel s'est accru de ¼ % seulement en raison de la croissance non pétrolière anémique et de la forte baisse de la production pétrolière attribuable à des problèmes techniques dans plusieurs champs pétrolifères. La faiblesse de la production agricole a entravé la croissance hors pétrole, malgré l'essor des secteurs de la construction et des services résultant de la hausse des dépenses publiques. En 2008, le PIB réel est censé reculer de ½ % en raison d'une baisse supplémentaire de la production pétrolière et de l'impact de l'attaque rebelle de février 2008 sur l'activité économique au cours du premier semestre de l'année. Les taux de croissance du Tchad sont parmi les plus faibles en Afrique subsaharienne (tableau texte 1).

³ Approuvée en avril 2008, la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP II) a été soumise officiellement au FMI en novembre 2008. Une note consultative conjointe des services du FMI et de la Banque mondiale sera préparée dans les prochains mois.

Tableau texte 1. Chad - Résultats macroéconomiques, 2002-08

	2002-06			2007 Est.			2008 Proj.		
	Tchad	Pétrole Exportateurs	Afr. SS	Tchad	Pétrole Exportateurs	Afr. SS	Tchad	Pétrole Exportateurs	Afr. SS
PIB réel (variation annuelle en pourcentage)	13.0	10.1	6.3	0.2	8.9	6.7	-0.4	8.3	6.1
Croissance du PIB réel hors pétrole (variation annuelle en pourcentage)	6.1	12.1	6.9	3.1	12.1	7.7	3.2	10.9	7.0
Indice des prix à la consommation (variation annuelle en pourcentage)	2.8	16.1	9.1	-8.8	5.7	7.1	8.1	10.1	11.7
Dépenses publiques (pourcentage du PIB)	17.2	20.8	23.7	20.9	20.6	23.9	22.8	18.7	23.3
Recettes non pétrolières hors dons (pourcentage du PIB hors pétrole)	9.1	20.6	n.a.	11.0	18.2	n.a.	9.7	17.7	n.a.
Solde budgétaire global hors dons (pourcentage du PIB)	-7.3	4.1	-1.0	2.0	4.9	0.4	5.0	7.0	1.1
Solde budgétaire global, dons inclus (pourcentage du PIB)	-2.4	4.7	0.5	3.5	5.0	1.6	6.5	7.2	2.3
Solde primaire hors pétrole (pourcentage du PIB hors pétrole)	-15.3	-37.8	n.a.	-22.0	-37.8	n.a.	-28.1	-34.2	n.a.
Solde courant hors transferts officiels courants (pourcentage du PIB)	-36.7	0.8	-2.5	-13.0	3.8	-3.2	-11.5	10.0	-0.9

Sources: autorités tchadiennes ; estimations et projections des services du FMI.

- La crise économique mondiale a affecté le budget et les réserves en raison de la baisse des cours du pétrole.** En revanche, l'intégration financière et commerciale limitée du Tchad l'a isolé de la crise financière et de la récession mondiale subséquente. Néanmoins, les risques encourus sont notamment la baisse de la demande d'exportations et l'affaiblissement des banques étrangères qui contrôlent l'essentiel du système bancaire tchadien.
- Les tensions inflationnistes ont repris au premier semestre de 2008 en raison du renchérissement des denrées alimentaires.** Après une baisse de 8¾ % de l'inflation moyenne en 2007, attribuable à la chute des prix alimentaires par rapport au niveau record atteint en 2006, l'inflation a atteint 11¾ % sur la période de 12 mois qui s'est terminée en novembre 2008, stimulée par une hausse de 21 % des prix alimentaires sur la même période. Cette évolution s'explique par la baisse de la production alimentaire, la hausse des coûts de transport due à la flambée des prix des carburants, et le surcroît de demande de la part des organisations humanitaires internationales.
- Le Tchad n'a pas autant souffert de la crise des prix alimentaires que les autres pays d'Afrique subsaharienne.** Les produits alimentaires importés ne représentent qu'un tiers du panier moyen de consommation des ménages. Les autorités ont réagi en éliminant les taxes et frais sur les ventes intérieures de bétail, en suspendant temporairement les exportations de bétail (suspension levée à la mi-septembre), en interdisant les exportations de produits vivriers, en accordant une allocation forfaitaire aux agents de l'Etat à faible revenu et en vendant des céréales aux fonctionnaires par l'intermédiaire de l'Office national de la sécurité alimentaire (ONASA).
- Le renchérissement du pétrole n'a pas entraîné de subventions importantes aux prix de détail des carburants.** Libéralisés en 2001, les prix à la pompe n'ont augmenté que de 25 % depuis la fin de 2006 malgré le quasi-doublement des cours internationaux. Plus de la moitié des carburants consommés au Tchad est importée de pays voisins qui subventionnent les prix. La répercussion des prix est également limitée du fait que l'assiette de la TVA est fixée par décision administrative en deçà des prix du marché et qu'elle reste inchangée depuis le début de 2006. La subvention implicite est estimée à environ ½ point de pourcentage du PIB en 2008.

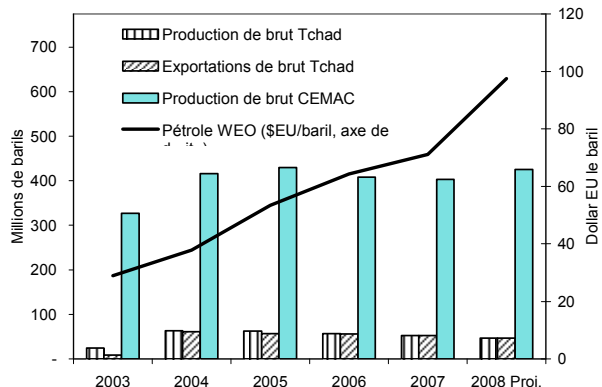
- **La BEAC a resserré la politique monétaire en relevant le niveau des réserves obligatoires et les taux d'intérêt directeurs.** Pour faire face à l'émergence de tensions inflationnistes, la banque centrale a accru ses taux directeurs (de ¼ %) et le niveau de réserves obligatoires en juillet 2008. La monnaie au sens large est en croissance rapide (19 % dans la période de 12 mois qui s'est terminée en septembre 2008).
- **Les déficits budgétaires hors pétrole augmentent rapidement avec la hausse des recettes pétrolières.** Le déficit primaire hors pétrole s'est creusé, passant de 4 % du PIB en 2004—première année de recettes pétrolières—à 22 % (base engagements) en 2007. Toutes les dépenses ont augmenté, mais des dépenses élevées de sécurité et des investissements financés sur ressources intérieures ont représenté respectivement environ 40 % et 30 % de l'augmentation. Une aggravation supplémentaire du déficit primaire hors pétrole est prévue en 2008, surtout en raison de la hausse des dépenses de sécurité résultant des attaques de février. Les dépenses de sécurité ont connu une hausse très rapide—de 2¼ % du PIB en 2005 aux 14½ % escomptés en 2008.⁴ Elles sont éminemment imprévisibles et non transparentes, et ne font l'objet ni d'un examen budgétaire a priori et, ni d'un audit a posteriori.
- **Les dépenses prioritaires financées sur ressources intérieures⁵ ont triplé depuis l'avènement des recettes pétrolières en 2004.** De 2006 à 2008, les dépenses de santé et d'éducation de base ont augmenté de ½ point de pourcentage du PIB.
- **Les flux d'aide ont nettement baissé durant l'ère pétrolière.** L'aide totale (dons et prêts) a été équivalente à 10 % du PIB en 2004, mais est retombée à 5 % en 2007. Si les prêts ont diminué, les dons sont restés relativement stables.
- **Le TCER s'est déprécié de 1¾ depuis la fin de 2006 jusqu'en novembre 2008.** Il avait augmenté de 27 % sur la période 2000-06, le taux d'inflation intérieur du Tchad étant plus élevé que celui de ses partenaires commerciaux et l'euro s'étant fortement apprécié par rapport au dollar. Mais en 2007-08, la dépréciation du TCER a été principalement attribuable à la baisse de l'inflation, tandis que les autres pays de la CEMAC, dont la plupart sont de gros producteurs de pétrole, ont connu une appréciation.

⁴ Les dépenses de sécurité ont dépassé l'enveloppe budgétaire initiale de 6¼ % du PIB en 2006, de 5¾% en 2007 et de 8 % en 2008. Sur ces trois années, elles ont triplé par rapport aux prévisions initiales (31¾ % du PIB, contre 11¼).

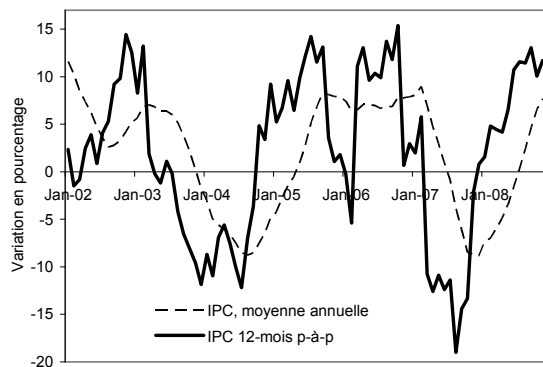
⁵ Les dépenses ne sont pas classées par fonction. Ici, les dépenses des secteurs prioritaires sont définies comme la somme des dépenses de tous les ministères et organismes publics dont le mandat est fortement axé sur la réduction de la pauvreté, conformément à un accord entre le gouvernement et les services de la Banque mondiale et du FMI. Elles ne comprennent pas les dépenses de sécurité.

Figure 2. Tchad: Évolution économique récente, 2002–08

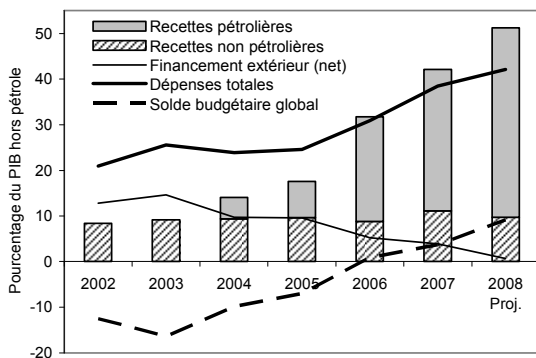
Le Tchad est un petit pays pétrolier de la CEMAC, même si la flambée des cours du pétrole a changé sa situation macroéconomique ...



Après avoir baissé en 2007 par rapport aux niveaux record antérieurs, l'inflation a repris depuis le début de 2008 ...

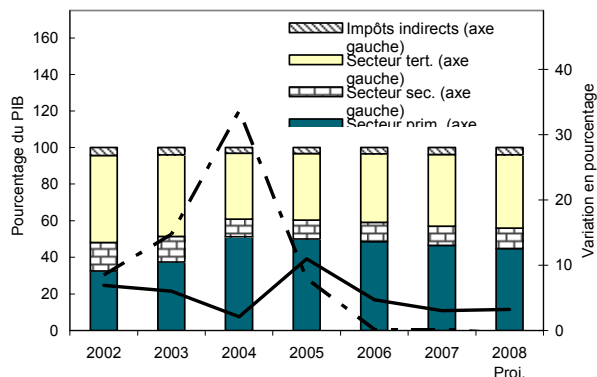


L'avènement du pétrole a fait tripler les recettes publiques, amélioré le solde budgétaire global tout en finançant la hausse des dépenses ...

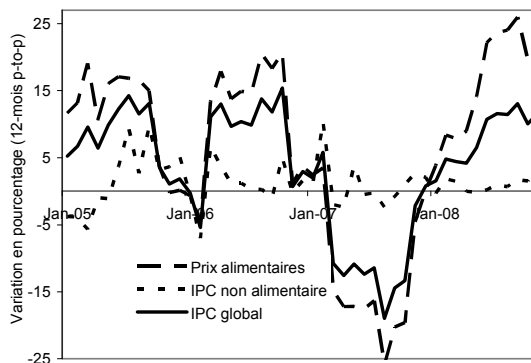


Sources: autorités tchadiennes ; estimations et projections des services du FMI.

... avec de fortes fluctuations de la croissance du PIB, tandis que l'activité hors pétrole reste faible.



... sous l'effet des prix alimentaires, tandis que l'inflation de base (produits et services non alimentaires) a été modérée.



... liées à la défense dans un climat politique et de sécurité instable, et liées aux secteurs prioritaires.

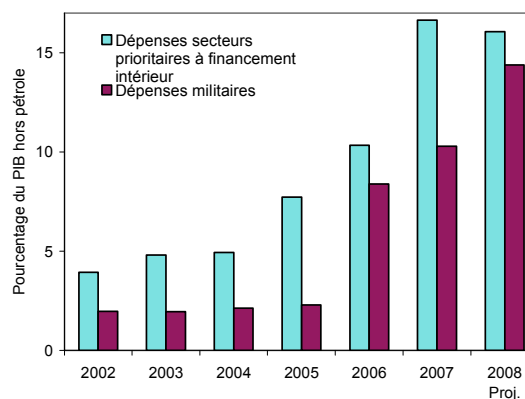
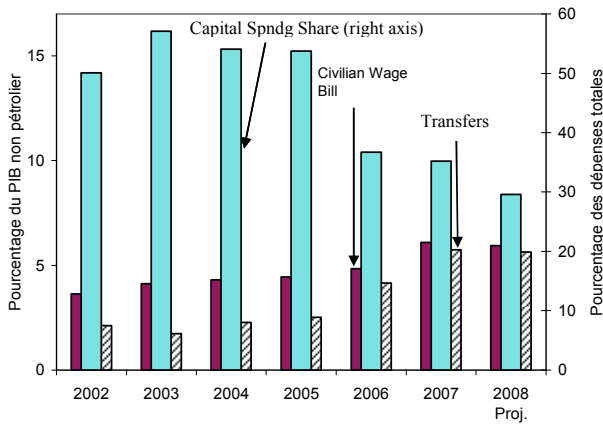
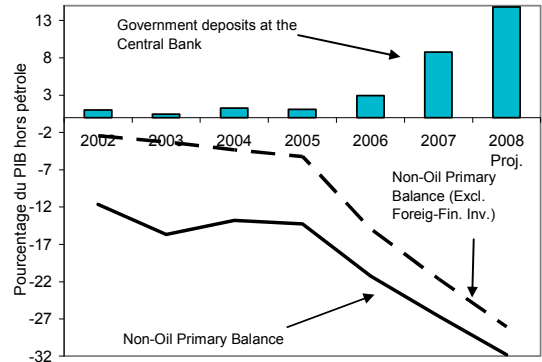


Figure 2. Tchad: Évolution économique récente, 2002-08 (suite) ...

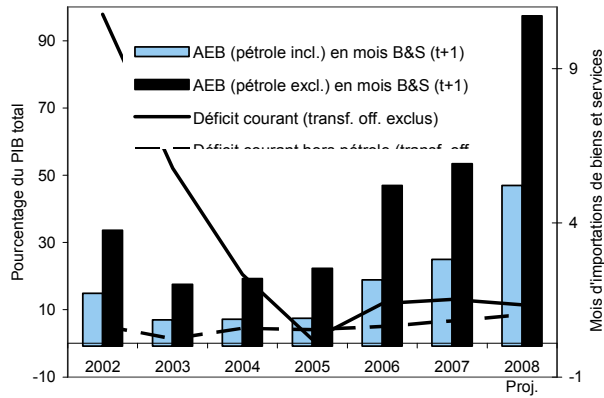
La part des dépenses en capital dans le total a chuté et les catégories de dépenses courantes ont augmenté ...



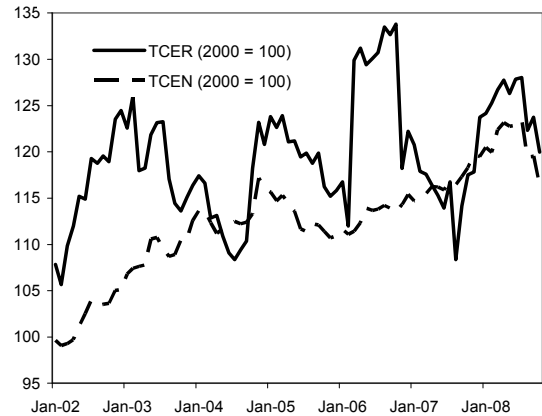
... entraînant la hausse du déficit primaire hors pétrole, bien que l'État ait accru ses dépôts à la banque centrale.



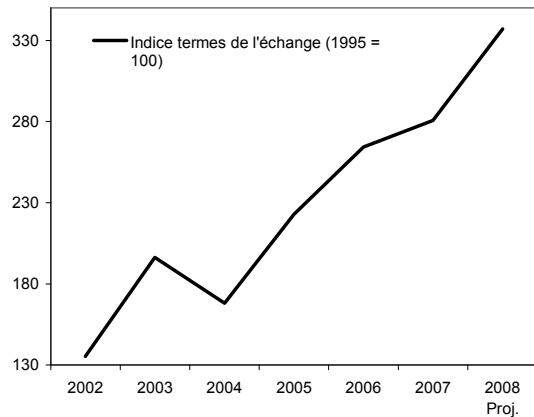
Les revenus pétroliers ont amélioré la position extérieure globale ...



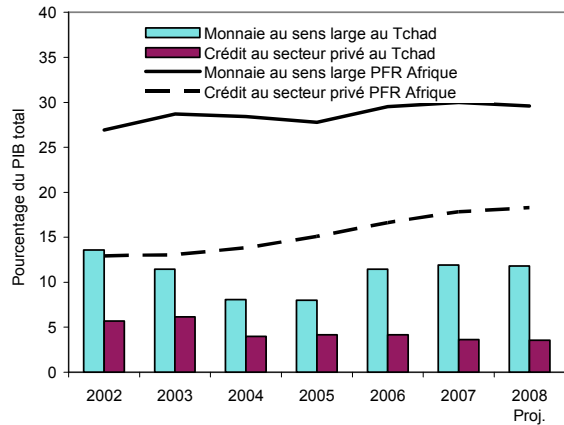
... tandis que le taux de change réel s'apprécie.



L'évolution récente des marchés pétroliers a favorisé une nette amélioration des termes de l'échange.



Le système financier reste peu actif, bien en-deçà du niveau observé dans les pays à faible revenu comparables d'Afrique.



Sources: autorités tchadiennes ; estimations et projections des services du FMI.

- **La progression soutenue des cours du pétrole jusqu'à la mi-2008 a contribué à renforcer le compte extérieur courant et les réserves officielles.** Malgré la baisse de la production pétrolière, l'amélioration de 45 % des termes de l'échange en 2006-08 a entraîné une hausse de 22 % des recettes d'exportation. Mais les importations se sont nettement accrues, de 66 % dans l'ensemble et de 60 % dans le secteur non pétrolier, tandis que l'excédent commercial est passé de 37 % du PIB total en 2005 à importantes de revenus d'investissements, dont la plupart ont été réinvesties de sorte que le compte de capital a été très positif. En somme, malgré un solde négatif du compte courant, des réserves substantielles ont été accumulées. La couverture des importations devrait passer à 10½ mois d'importations de biens et services hors pétrole en 2008, contre 5¼ mois en 2006.
- **Le Tchad a mieux respecté les critères de convergence de la CEMAC grâce aux recettes pétrolières exceptionnelles (tableau texte2).** Depuis 2005, son solde budgétaire de base n'est plus négatif et il n'a plus accumulé d'arriérés.

III. PERSPECTIVES À MOYEN TERME ET DISCUSSIONS SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

6. Les discussions sur la politique économique ont porté essentiellement sur la nécessité de préserver la viabilité des finances publiques ainsi que la stabilité et la compétitivité extérieures, dans un contexte de ralentissement économique mondial et d'affaiblissement des prix des matières premières. En matière de rééquilibrage budgétaire, la mission a recommandé que les autorités commencent par signaler, dans le budget de 2009, une orientation économique soutenable compatible avec le financement disponible à moyen terme. Il existe des facteurs de vulnérabilité extérieure et des contraintes majeures à la compétitivité, même si les estimations du taux de change réel d'équilibre ont décelé peu d'indications d'une incohérence avec les paramètres fondamentaux.

Tableau texte 2. Observation des critères de convergence de la CEMAC par le Tchad, 2003-08
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Critères	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Proj.
Solde budgétaire de base ¹	≥ 0	-3.4	-0.2	1.1	3.8	4.3	7.1
Inflation IPC (variation annuelle en pourcentage)	≤ 3	-1.8	-5.4	7.9	7.9	-8.8	7.5
Stock de la dette publique	≤ 70	43.0	31.9	33.8	28.8	24.5	21.6
Variation nette des arriérés de l'État	≤ 0	0.2	0.9	0.1	-0.2	-0.5	-0.6
<i>(En nombre de critères observés/total des critères)</i>							
Observation par le Tchad		2/4	2/4	2/4	3/4	4/4	3/4
Observation par la CEMAC (moyenne)		2/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4

Sources: autorités tchadiennes ; estimations des services du FMI.

¹Solde budgétaire globale hors dons et investissements financés de l'extérieur

A. Cadrage macroéconomique à moyen terme

7. **Les perspectives macroéconomiques à moyen terme sont incertaines en raison de la récession mondiale et de l'évolution des cours du pétrole (tableau 1).** La croissance hors pétrole devrait atteindre 4¾ % en moyenne sur la période 2009-11, sous l'impulsion des

services, de la construction et des industries manufacturières. La croissance pétrolière reflète la baisse graduelle de la production en l'absence de découverte de nouvelles réserves exploitables. Avec l'adoption d'une politique budgétaire soutenable (voir le scénario de l'«ajustement» au tableau texte 3)—qui ramène le déficit hors pétrole à 10½ % en 2011 conformément au cadre de revenu permanent décrit à l'encadré 1—la couverture des importations dépassera un an en 2012. L'ajustement moins ambitieux envisagé dans le budget de 2009, conjugué à la baisse des cours du pétrole prévu dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (WEO), donnera lieu à des besoins de financement budgétaire en 2009 et à moyen terme (voir « cours du pétrole du WEO » au tableau texte 3). En l'absence d'autres chocs intérieurs, l'inflation devrait retomber à son niveau historique de 3 % à moyen terme. Des risques majeurs planent sur la stabilité macroéconomique en raison de l'insécurité, de l'instabilité politique, d'une baisse supplémentaire des cours du pétrole et du non rétablissement de relations solides avec les principaux donateurs, qui entraveraient le financement et le soutien de la politique économique.

B. Viabilité des finances publiques

8. **La mission a proposé un cadre de revenu permanent modifié permettant de guider la politique budgétaire (encadré 1).**⁶ La politique budgétaire peut devenir soutenable si l'on ramène progressivement les dépenses au niveau des recettes (non pétrolières) permanentes. La trajectoire de la baisse du déficit primaire hors pétrole qu'a proposée la mission tient compte du fait que les énormes besoins d'investissement du Tchad et la possibilité d'une croissance de rattrapage justifient un tirage sur les réserves accumulées, et protège les dépenses dans les secteurs prioritaires (voir le scénario d'ajustement dans le tableau texte 3 et l'encadré 1). Les simulations des services suggèrent que le solde hors pétrole soutenable à long terme varie d'un léger excédent à des déficits de l'ordre de 3 % selon le modèle utilisé et selon le rythme de l'ajustement.

9. **Les services ont conseillé une démarche à trois volets pour réduire le solde primaire hors pétrole tout en consolidant les efforts de réduction de la pauvreté :** (i) améliorer la gestion des finances publiques (GFP) en respectant strictement les procédures budgétaires et d'autres réformes importantes de la GFP ; (ii) intensifier le recouvrement des recettes non pétrolières en réformant les administrations fiscale et douanière ; et (iii) améliorer l'efficacité et le ciblage des dépenses, notamment par des mesures visant à accroître le rendement des investissements publics et la capacité d'absorption.

⁶ Voir l'étude connexe de la série *Selected Issues* sur la viabilité des finances publiques.

Tableau texte 3. Tchad: Scénarios budgétaires, 2008-11
(Pourcentage du PIB non pétrolier)

	2008	2009	2010	2011
		Ajustement ¹		
Recettes pétrolières	41.5	7.1	12.6	14.9
Dépenses courantes	29.6	20.1	16.2	15.0
Transferts	14.9	6.8	4.4	3.6
dont: dépenses militaires exceptionnelles	9.3	2.1	1.2	0.4
Investissements sur ressources intérieures	8.7	6.9	5.2	6.5
Déficit primaire hors pétrole	-28.1	-16.8	-10.7	-10.6
Solde global	8.1	-14.0	-2.4	0.5
Dépôts à la BEAC	14.8	0.5	0.4	1.9
		Autorités ²		
Recettes pétrolières	41.5	22.8	22.4	21.9
Dépenses courantes	29.6	22.0	18.4	17.2
Transferts	14.9	7.9	5.1	4.6
<i>Dont</i> : dépenses militaires exceptionnelles	9.3	2.1	--	--
Investissements sur ressources intérieures	8.7	9.6	8.5	7.5
Déficit primaire hors pétrole	-28.1	-21.2	-15.6	-12.6
Solde global	8.1	-5.6	-0.8	2.3
Dépôts à la BEAC	14.8	12.0	13.1	17.2
Besoin de financement	0.0	0.0	0.0	0.0
		Cours du pétrole du WEO ³		
Recettes pétrolières	41.5	7.1	12.6	14.9
Solde global	8.1	-21.3	-10.7	-4.7
Dépôts à la BEAC	14.8	0.0	0.0	0.0
Besoin de financement	0.0	4.6	8.5	3.0

Sources: informations communiquées par les autorités tchadiennes ; estimations des services du FMI.

¹En utilisant les cours du pétrole du WEO et le plan de dépenses des services.

²Hypothèses de cours du pétrole et plan de dépenses des autorités

³Plans de dépenses des autorités à partir des hypothèses de cours du pétrole du WEO.

10. Les autorités ont approuvé l'analyse de viabilité des finances publiques et la stratégie d'ajustement proposée, tout en soulignant les difficultés connexes. La politique budgétaire fait l'objet de tensions constantes en raison des chocs relatifs à la sécurité et des exigences d'une population ayant d'énormes besoins de services non satisfaits. Mais elles ont convenu de la nécessité de réduire l'important déficit budgétaire hors pétrole. Le budget de 2009 vise déjà une réduction substantielle, surtout en ce qui concerne les dépenses de sécurité. Les autorités ont reconnu que la masse salariale et les transferts à des entités publiques inefficaces exerçaient un poids excessif sur les ressources, et elles ont convenu de la nécessité de remédier énergiquement à ces dépenses dans le cadre d'un rééquilibrage budgétaire à moyen terme.

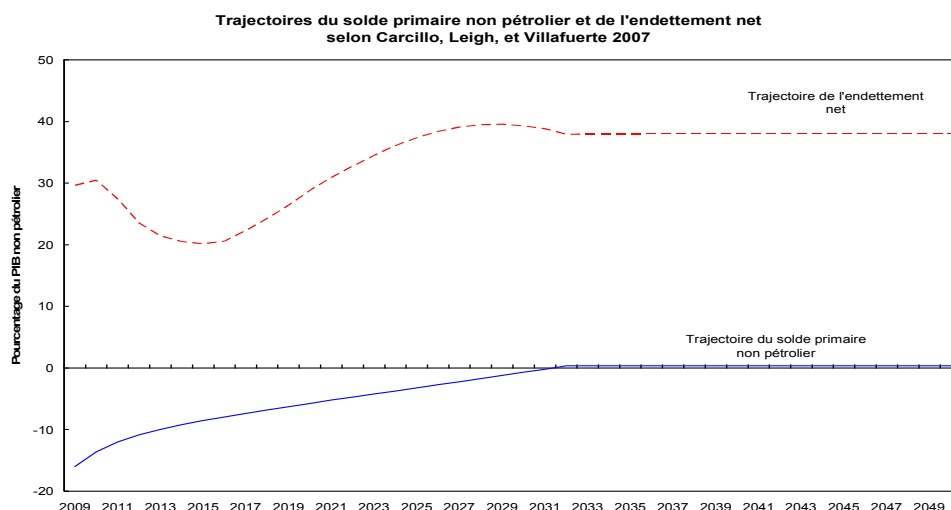
11. Jusqu'ici, les progrès dans la mise en œuvre de la stratégie budgétaire ont été limités :

- Dans l'ensemble, la GFP reste déficiente. La préparation des budgets connaît des retards excessifs, les procédures budgétaires normales sont souvent contournées, des dépenses extrabudgétaires sont effectuées,⁷ la budgétisation à moyen terme et la gestion des liquidités sont sous-développées, et la passation des marchés selon des procédures non compétitives est courante. Il existe également des préoccupations concernant les faibles liens entre les budgets annuels et les DSRP et programmes d'action prioritaires, les ajouts budgétaires ponctuels prenant le pas sur les priorités établies. De surcroît, les ministères dépensiers jouent un rôle trop limité dans l'élaboration de leur budget, d'où la nécessité de renforcer leur capacité d'exécution et de suivi du budget. Les autorités ont reconnu la nécessité de conjuguer les efforts. Elles ont introduit un système de visas de crédit pour mettre fin aux engagements sans affectation budgétaire, et elles ont créé une base de données sur les investissements. En outre, elles ont souligné l'importance du soutien des bailleurs de fonds en faveur du plan d'action pour la modernisation des finances publiques (PAMFIP). Les autorités ont commencé à apurer les arriérés intérieurs (14 milliards de francs CFA, soit $\frac{3}{4}$ % du PIB en 2008), et elles ont l'intention de finaliser un plan global d'apurement des arriérés en 2009 (en préparation depuis 2005).
- Les services ont vivement recommandé que le budget, les rapports d'exécution du budget et les informations sur la passation des marchés soient diffusés à l'intention du public. Ils ont exprimé des préoccupations concernant la décision du Conseil des ministres de demander au Parlement d'exempter le gouvernement de la soumission de Lois de règlement pour la période allant de 2004 à 2008.
- Les recettes non pétrolières du Tchad en pourcentage du PIB hors pétrole sont nettement inférieures à celles des autres pays africains exportateurs de pétrole (tableau texte 1), mais les réformes fiscales avancent lentement. Les autorités ont réaffirmé leur intention de lancer une revue globale de la politique fiscale, et notamment de la fiscalité du secteur pétrolier. L'administration fiscale bénéficierait de la mise en service de la direction des grandes entreprises et de l'exécution d'un plan d'action à moyen terme visant à remédier à d'importantes déperditions dans les services douaniers (une assistance technique en matière d'administration fiscale et douanière a été demandée).

⁷ Les balances du Trésor à l'extérieur du système bancaire ont été surestimées à cause des dépenses extrabudgétaires non enregistrées, probablement liées à la sécurité. La mission a revu à la hausse les dépenses de 2007 et 2008 de $\frac{1}{2}$ % et de 1 % respectivement, et les autorités ont promis de réviser et d'harmoniser les états financiers.

Encadré 1. Hypothèses de revenu permanent et déficit primaire hors pétrole soutenable

Le cadrage des hypothèses de revenu permanent est assez flexible pour tenir compte de la situation particulière de chaque pays. Dans un tel cadre, la consommation publique dépend d'une richesse pétrolière stable et non instable. On peut assurer la convergence vers un déficit primaire hors pétrole soutenable en procédant à un équilibrage budgétaire immédiat ou plus graduel afin de minimiser les coûts de l'ajustement ou pour tenir compte de la persistance des habitudes. Un pays à faible revenu pourrait opter pour un gradualisme permettant d'emblée des dépenses d'investissement élevées. Toutefois, à moins que cet investissement ne soit productif, le retard de l'ajustement entraîne un moindre déficit primaire hors pétrole soutenable. Les hypothèses de revenu permanent peuvent aussi présumer que la richesse pétrolière est consommée sur une période relativement longue mais finie afin de cerner des facteurs d'économie politique. En conséquence, ce cadrage a été appliqué à plusieurs pays producteurs de pétrole, y compris ceux confrontés aux mêmes défis que le Tchad, en l'occurrence, le Congo, le Cameroun et le Gabon*.



L'application des hypothèses de revenu permanent et d'autres mécanismes révèle que le déficit primaire hors pétrole du Tchad est beaucoup trop élevé. Les résultats du tableau suggèrent que le déficit primaire hors pétrole soutenable à long terme varie d'un léger excédent à de faibles déficits à un chiffre. Pour 2008, le déficit primaire hors pétrole du Tchad sera proche de 28%. Ces résultats résistent à l'analyse de sensibilité sur les paramètres des modèles et notamment sur les revenus pétroliers.

Niveaux moyens des soldes budgétaires primaires selon les diverses méthodes	2009-12	2013-16	2017-20	2021-45	2046-70
Bird in Hand	-1.4	-4.4	-5.1	-2.8	0.0
Budget équilibré	-10.1	-8.5	-3.7	-0.1	0.9
HRP : Villafuerte, Leigh et Carcillo (2007) (horizon infini)	-13.1	-8.9	-6.5	-1.0	0.4
HRP : Consommation publique constante en pourcentage du PIB (horizon fini)	-1.1	-2.3	-2.6	-2.6	-2.6

Source : estimations des services du FMI.

* Les méthodes présentées au tableau sont analysées en détail dans une étude de la série *Selected Issues* annexée au présent rapport. Voir aussi WP/07/80 "Catch-up Growth, Habits, Oil Depletion, and Fiscal Policy: Lessons from the Republic of Congo," Villafuerte, Leigh, et Carcillo (2007).

- Les partenaires au développement, y compris le FMI, ont attiré l'attention sur des problèmes au niveau de la composition du coût et de la qualité des dépenses publiques. Les autorités ont reconnu la possibilité de rationaliser la masse salariale en procédant notamment au recensement des employés, à l'informatisation et à la bancarisation de la solde et à une certaine démobilisation si la sécurité le permet. Elles ont également convenu de la nécessité d'assurer la productivité les investissements existants en prévoyant des enveloppes suffisantes pour les charges courantes. Les services ont souligné la nécessité d'achever les projets existants avant d'en lancer de nouveaux, et de circonscrire pour le moment les investissements dans les secteurs—comme la santé et l'éducation—où la capacité d'absorption est limitée.

C. Budget de 2009

12. **Le budget de 2009 envisage une réduction sensible du déficit primaire hors pétrole, mais devrait aller plus loin.** Le Conseil des ministres a approuvé un déficit primaire hors pétrole inférieur de 7 points de pourcentage au résultat escompté pour 2008, soit 21¼ % du PIB (tableaux 2-3). Tout en saluant ces efforts, les services ont souligné que le solde global devient largement négatif en 2009, principalement à cause de la baisse des prix du pétrole.⁸ En 2009, un ajustement supplémentaire des dépenses de l'ordre de 4½ % du PIB hors pétrole sera nécessaire pour éviter des problèmes de financement.

13. **Les services ont exhorté les autorités à présenter au parlement un budget révisé permettant de remédier aux risques budgétaires suivants :**

- **Les projections de recettes pétrolières qui sous-tendent le budget ont été trop optimistes.** Le prix de référence du pétrole étant plus élevé, le budget de 2009 prévoit que les revenus pétroliers dépasseront d'environ 16 % du PIB hors pétrole les projections des services basées sur les prix du WEO. Si cette hausse des cours ne se matérialise pas, il y aura d'importants besoins de financement et de coûteux ajustements des dépenses pourraient être inévitables. Par ailleurs, les autorités devraient tenir pleinement compte de l'impact d'un accord conclu en septembre 2008 avec le consortium pétrolier.
- **Un ajustement des dépenses tablant uniquement sur la réduction des dépenses militaires est éminemment risqué.** Les dépenses non sécuritaires devraient être rationalisées, notamment la masse salariale—qui consomme à elle seule la quasi-totalité des revenus hors pétrole—et les transferts aux entreprises publiques. Il faudrait également contenir la croissance spectaculaire des dépenses d'investissement pour éviter de perturber des projets essentiels à la croissance et pour appuyer un

⁸ La baisse est accentuée par la modification de la concession accordée au consortium pétrolier en septembre 2008, qui comprend un nouveau système d'avance de l'impôt sur le revenu transférant les recettes de 2009 à 2008, et un paiement ponctuel en 2008 compensé en partie par une baisse des impôts en 2009.

volant d'épargne permettant de faire face à d'autres chocs. Il faudrait également commencer à corriger énergiquement les déficiences du recouvrement de l'impôt à partir du présent budget.

14. **En dépit de ces risques, les autorités ont préféré aller de l'avant avec leur budget, tout en restant prêtes à le modifier à mi-parcours.** Les autorités se sont engagées à intensifier le recouvrement des recettes non pétrolières, à accélérer les réformes de la Société tchadienne d'eau et d'électricité (STEE) et de la société cotonnière (CotonTchad), et à faire des efforts pour réduire la masse salariale. Elles exécuteront le budget avec retenue et publieront un collectif budgétaire en milieu d'année si les cours du pétrole ne se redressent pas. Les services ont émis l'avis qu'il serait plus prudent d'amender le budget dans un environnement où le contrôle des dépenses est déficient, tandis que des recettes exceptionnelles éventuelles permettraient de reconstituer l'épargne ou, au besoin, de revoir le budget.

15. **Les services ont vivement recommandé de lever l'interdiction des exportations de produits vivriers, avec effet immédiat.** Reconnaissant que cette interdiction entrave le commerce et décourage les producteurs, les autorités se sont engagées à la lever dès la première occasion. Les services ont recommandé la vigilance en ce qui concerne les prix des denrées alimentaires. Il faudrait prévoir des crédits budgétaires suffisants pour permettre à l'agence de sécurité alimentaire de reconstituer ses stocks. De plus, il faudrait mieux cibler l'assistance aux fonctionnaires.

D. Gestion des revenus pétroliers

16. **Les revenus pétroliers semblent bien inscrits au budget, mais il serait souhaitable d'en améliorer le suivi et la transparence.** Le régime du secteur pétrolier et de la fiscalité pétrolière du Tchad est relativement simple par rapport à celui des autres pays producteurs de pétrole de la région. En outre, le Tchad a un avantage que la totalité des redevances et dividendes est versée dans un compte unique à l'étranger, tandis que tous les impôts sur le revenu et autres frais vont directement à la banque centrale.⁹ Mais, en prévision d'une situation plus complexe des recettes pétrolières, les services ont encouragé les autorités à renforcer le suivi, en améliorant notamment les flux d'informations sur le secteur pétrolier au sein de l'administration publique. Afin de maximiser les recettes pétrolières, les autorités devraient exercer leurs droits d'audit en recourant à des auditeurs indépendants de réputation internationale. Les services ont encouragé le Tchad à faire avancer son dossier dans le cadre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et à rejoindre tous les autres pays de la CEMAC en devenant un pays candidat à l'Initiative.

⁹ Le consortium pétrolier publie chaque trimestre des informations détaillées sur les paiements. Voir http://www.esso Chad.com/Chad-English/PA/TD_HomePage.asp.

17. **Une nouvelle loi sur la gestion des revenus pétroliers est nécessaire.** Les principales dispositions de la loi de 1999 ont été soit abolies (Fonds pour les générations futures), soit modifiées (définition des secteurs prioritaires), ou soit rendues incertaines (avenir du Collège¹⁰ et du compte à l'étranger). La nouvelle loi devrait être axée sur les principes clés suivants : viabilité des finances publiques, utilisation des revenus pétroliers pour soutenir les secteurs prioritaires, gestion unifiée du budget, amélioration de la transparence et renforcement de l'obligation de rendre compte. En remplacement du mécanisme intérimaire actuel, les autorités souhaiteraient adopter une nouvelle loi sur la gestion des revenus pétroliers qui couvrirait toutes les recettes pétrolières et soumettrait toutes les dépenses d'investissement au contrôle du Collège.¹¹

E. Réformes structurelles

18. **La réforme des grandes entreprises publiques** piétine et leur poids sur les finances publiques ne cesse d'augmenter. Deux sociétés d'État déficitaires ont besoin de transferts, qui sont passés de ¾ % du PIB en 2005 à 1¾ % en 2008. La mission a recommandé que toutes les sociétés d'État préparent et publient des états financiers dûment vérifiés.

- La production de **Coton Tchad** est en chute libre—elle a baissé d'un tiers entre 2004-06 et 2007-08—et l'entreprise a accumulé des pertes de 1½ % du PIB. Les progrès vers la privatisation envisagée ont été lents, mais des contrats ont été signés pour un audit financier et technique. Un tiers de la population tire sa subsistance du coton, et les autorités ont indiqué qu'elles continueront à soutenir le secteur avec des subventions directes et des prêts garantis par l'État. Toutefois, reconnaissant la difficulté de faire la concurrence par rapport au coton hautement subventionné sur le marché international, les autorités ont exprimé leur volonté d'encourager les agriculteurs à envisager d'autres possibilités.
- La situation financière de la **STEE** s'est détériorée à cause de la mauvaise gestion, de la défaillance dans le recouvrement des factures, de la hausse des coûts de carburant des problèmes techniques, et les subventions ont grimpé à 1¼ % du PIB en 2008. Pour y remédier, les autorités ont décidé de scinder l'entreprise en deux entités s'occupant respectivement de l'eau et de l'électricité, et d'élaborer avant la fin de 2008 une feuille de route pour la réforme qui prévoit des contrats de performance. Compte tenu de l'importance cruciale d'une source d'énergie abordable pour le développement du Tchad, la mission a vivement recommandé des initiatives telles que la construction d'une centrale d'appoint afin d'abaisser les coûts de l'énergie.

¹⁰ Un organisme indépendant avec la participation de la société civile est chargé d'approuver l'utilisation des redevances et des dividendes.

¹¹ L'Union européenne et la Banque européenne d'investissement discutent déjà avec les autorités d'un système de suivi du recouvrement des recettes pétrolières, système pour lequel elles ont sollicité la collaboration des services du FMI.

19. **Les risques budgétaires relatifs à la nouvelle société pétrolière nationale doivent être gérés avec prudence.** Créée en 2007, la Société d'hydrocarbures du Tchad (SHT) permettra à l'État d'accroître sa participation dans le secteur pétrolier.¹² La SHT a déjà commencé à recevoir des transferts et court en outre le risque d'enregistrer des manques à gagner. La mission a affirmé que les sociétés pétrolières nationales peuvent apporter une contribution positive à l'économie à condition d'être bien gérées, d'être soumises à une supervision politique adéquate et d'avoir des relations transparentes avec le budget. Les autorités ont confirmé que le conseil des ministres exercera un contrôle politique sur toutes les grandes décisions de la SHT ayant des répercussions budgétaires.

F. Stabilité extérieure et viabilité de la dette

20. **Le TCER s'apprécie depuis 2000 et aucune donnée tangible n'indique une discordance avec les paramètres fondamentaux (encadré 2).** Le régime de parité fixe de la CEMAC assure un ancrage nominal fiable pour une économie soumise régulièrement à des chocs liés à la position budgétaire et aux prix. Des analyses du taux de change d'équilibre n'ont révélé ni sous-évaluation, ni surévaluation importantes. Des difficultés relatives aux données sur les prix des biens non échangeables et sur la rentabilité du secteur non pétrolier empêchent l'évaluation des symptômes du syndrome hollandais, bien que la teneur élevée en importations de l'activité pétrolière et son démarrage relativement récent puissent expliquer l'incidence limitée jusqu'ici. Toutefois, les exportations non pétrolières du Tchad ont stagné au cours des 10 dernières années. Cela confirme les résultats de l'Étude diagnostique de 2006 sur l'intégration commerciale, selon laquelle des facteurs structurels comme l'insuffisance des infrastructures et des services publics, le climat des affaires peu favorable et la mauvaise gouvernance constituent des obstacles majeurs à la compétitivité.¹³ Les autorités ont corroboré l'évaluation des services en ce qui concerne le taux de change réel, et elles ont mis en évidence les efforts consentis pour réduire les coûts de production en améliorant les infrastructures.

21. **La balance des paiements du Tchad va se détériorer en 2009, mais ne semble pas très vulnérable.** Les grandes fluctuations du compte de capital et d'opérations financières (tableau 5) représentent surtout les investissements directs étrangers des compagnies pétrolières, compensés par les importations et les services liés à l'activité pétrolière ainsi que les sorties de revenus. Étant donné que le pétrole constitue 90 % des exportations, le principal facteur de vulnérabilité concerne l'impact d'une baisse supplémentaire des cours du pétrole sur la balance commerciale. La production pétrolière

¹² La SHT va gérer toutes les participations de l'État à des projets pétroliers, y compris les 40 % de participation dans une coentreprise avec une société chinoise visant à construire et exploiter une raffinerie et une centrale énergétique, dont le coût est estimé à un milliard de dollars et dont le démarrage est prévu en 2010.

¹³ Tchad — Étude diagnostique sur l'intégration commerciale, 2006 (voir <http://go.worldbank.org/99WGL1CJI0>).

proprement dite ne semble pas présenter de risque : la production est stabilisée et elle est jugée rentable, même à des cours mondiaux de 20-25 dollars le baril. Les autorités ont été satisfaites de la protection offerte par les niveaux de réserves actuels et escomptés : près de cinq mois de couverture de toutes les importations (y compris les importations liées au pétrole) et 10 mois d'importations hors pétrole. La mise en commun des réserves à la BEAC constitue un autre niveau de protection.

Encadré 2. Tchad : Évaluation du taux de change effectif réel

Une évaluation selon les méthodes du CGER montre que le TCER s'est légèrement apprécié au cours des dernières années. Aucune preuve tangible n'indique une discordance avec les fondamentaux, mais les carences statistiques sont importantes. Cela confirme l'évaluation de la CEMAC lors des consultations de 2008 au titre de l'article IV: malgré le constat d'une légère surévaluation, le TCER de la zone reste compatible avec la stabilité extérieure.

- **Méthode du taux de change réel d'équilibre.** Les régressions effectuées sur les fondamentaux avec des spécifications différentes n'ont pas révélé de rapport significatif entre le TCER et les fondamentaux.

Méthode de l'équilibre macroéconomique. Le compte courant sous-jacent est estimé à $-8\frac{3}{4}$ % du PIB total et la norme du compte courant (à partir des coefficients du CGER) à $-5\frac{3}{4}$ % du PIB total. Dans cette méthode, les estimations révèlent une légère surévaluation du TCER d'environ $3\frac{1}{2}$ %.

- **Méthode de la viabilité extérieure.** Un niveau de référence de la position des avoirs extérieurs nets (AEN) est estimé en tenant compte du profil des IDE, et l'ampleur de l'ajustement du TCER est calculée pour combler l'écart entre le compte courant stabilisant les AEN et le compte courant sous-jacent. L'estimation sur la période 2010-28 montre que cet écart est de 2 % du PIB total, ce qui implique que le TCER est surévalué d'environ $2\frac{1}{4}$ %.

22. **Le risque de surendettement du Tchad est modéré et la dynamique de la dette globale du secteur public semble soutenable** (voir le supplément 2). Une version préliminaire de l'analyse de viabilité de la dette (AVD) a été examinée avec les autorités. Les recettes pétrolières exceptionnelles des dernières années ont amélioré les ratios d'endettement du Tchad, le service de la dette ayant été assuré à temps et les nouveaux emprunts ayant été limités.^{14 15} Les perspectives d'endettement du Tchad sont favorables, mais les risques concernent notamment la possibilité que la dépense des recettes pétrolières ne produise pas la croissance non pétrolière souhaitée et ne génère pas de recettes non pétrolières. Les autorités

¹⁴ Le problème des arriérés de paiement périodiques et à court terme envers le FMI a été considérablement réduit depuis la mise en place d'un mécanisme de paiement automatique avec la BEAC en 2007.

¹⁵ Le Tchad pourrait avoir des arriérés extérieurs d'environ 7 millions de dollars envers un créancier privé, résultant d'une créance qui remonte à 2002. Le créancier a eu gain de cause dans une procédure d'arbitrage international et dans un procès concernant son droit de saisir les actifs du gouvernement tchadien au Royaume-Uni.

ont l'intention de continuer à faire preuve de prudence dans la gestion de la dette. La mission les a exhortées à limiter le financement par l'emprunt de la participation de l'État à divers projets pétroliers. Elle les a félicitées d'avoir résisté à des offres de financements non concessionnels qui risqueraient de compromettre les progrès réalisés par le Tchad en vue de bénéficier d'un allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE et de l'IADM, qui suscitent encore un vif intérêt.

G. Améliorer les perspectives de croissance

23. **En plus de la résolution du conflit, une forte croissance dépendra d'une bonne gestion macroéconomique et d'un accroissement de la productivité des facteurs.** Les autorités ont convenu que les perspectives de croissance du Tchad dépendront essentiellement d'une utilisation efficace des recettes pétrolières pour améliorer la capacité de production. Un environnement propice à la poursuite des activités d'exploration et d'extraction permettrait certes d'accroître les ressources pétrolières, mais il faudrait privilégier les possibilités de promotion du secteur privé hors pétrole. Pour ce faire, il importe d'assurer la bonne gouvernance et un climat d'investissement stable, domaines dans lesquels le Tchad est à la traîne, même par rapport à d'autres pays à faible revenu.¹⁶ Les services ont appuyé les efforts considérables déployés par les autorités pour améliorer les infrastructures de base en ce qui concerne la santé, l'éducation, les routes, l'électricité, l'eau et les télécommunications, secteurs essentiels à la croissance. À l'avenir, le choix des investissements devrait tenir compte de la capacité d'absorption des différents secteurs et contribuer à maximiser la réduction de la pauvreté. En raison de leur impact sur la réduction de la pauvreté, le gouvernement envisage d'intensifier les investissements dans les infrastructures pour soutenir la croissance agricole et pastorale.

24. **Le système financier est vulnérable et sous-développé (encadré 3), ce qui entrave la croissance non pétrolière.** Des institutions financières déficientes fonctionnent dans un système peu actif. L'accès au crédit est problématique, les services bancaires étant pratiquement inexistantes en dehors des grands centres urbains. La profondeur des circuits financiers (ratio de la monnaie au sens large par rapport au PIB) a été de 12 % seulement en 2007, contre 30 % en moyenne dans les pays à faible revenu d'Afrique. La faiblesse de l'intermédiation financière est attribuable à l'instabilité en matière de sécurité, aux carences de l'environnement juridique et économique et à l'absence d'assurance dépôt. Afin d'y remédier, les autorités ont adopté une nouvelle stratégie nationale de la microfinance pour accroître ce type de financement à partir de l'équivalent actuel de 3 % des prêts du système bancaire. Le gouvernement envisage également un programme d'accès au logement financé

¹⁶ Voir l'étude de la série *Selected Issues* sur l'évaluation du taux de change réel et de la compétitivité.

par des ressources budgétaires, les concours des bailleurs de fonds et un prélèvement sur les salaires.

Encadré 3. Évaluation sommaire des indicateurs de solidité financière

Le système bancaire tchadien est soumis à plusieurs facteurs de vulnérabilité en raison d'un manque de profondeur, d'une certaine sous-capitalisation, et de l'insuffisance du contrôle sur place (pour plus de détails, voir le PESF de la CEMAC : SM/06/201). La qualité des actifs s'est améliorée ces dernières années, les prêts improductifs bruts étant inférieurs à la moyenne de la CEMAC, même si les niveaux de provisionnement ont été également inférieurs à cette moyenne. Certaines banques sont sous-capitalisées (sur la base des actifs pondérés en fonction des risques). Depuis 2004, plusieurs banques (3 sur 7) ont systématiquement dépassé la limite fixée pour un seul emprunteur (15 % des fonds propres). L'étroitesse du marché du crédit, qui compte principalement des administrations publiques et quelques grandes sociétés d'État, entraîne un risque de portefeuille. La participation massive de l'État dans le secteur bancaire—en tant qu'actionnaire (25 % de l'ensemble des fonds propres) et en tant que client—aggrave ces problèmes. Toutefois, la concurrence étant limitée, le secteur est encore rentable, assez stable et en progression. Il faudrait accroître la fréquence du contrôle sur place des institutions bancaires. La supervision des établissements de microfinance est quasi-inexistante.

Tchad: Indicateurs de solidité financière, 2003-septembre 2008

	2003	2004	2005	2006	2007	Sept. 08
	<i>Solvabilité</i>					
Capital/actifs	8.1	9.2	7.7	5.9	6.6	6.1
Fonds propres/actifs	9.4	11.0	8.3	8.3	9.7	9.7
	<i>Qualité, rentabilité et liquidité des actifs</i>					
Prêts improductifs bruts/prêts bancaires bruts	17.4	15.5	12.9	12.4	11.6	8.7
Prêts improductifs nets/ prêts bancaires bruts	3.9	2.0	2.1	2.3	1.5	0.8
Rendement des actifs	2.3	0.0	2.0	1.5	1.9	2.2
Rendement des fonds propres	24.8	0.2	24.5	18.7	13.0	16.3
Actifs liquides/total des actifs	23.2	28.5	27.3	39.2	48.6	43.2
Actifs liquides/dépôts à vue	65.7	74.8	76.8	79.9	112.1	89.3
	<i>Situation des banques (en nombre de banques)</i>					
Solide ou bonne	3	2	2	4	6	4
Fragile	2	3	4	2	0	1
Critique	0	0	0	0	0	1
Nombre de banques	7	7	7	7	7	7

Sources : BEAC/COBAC.

IV. RELATIONS DANS LE CADRE DU PROGRAMME

25. **Les autorités souhaiteraient bénéficier d'un programme de référence, mais les services ont souligné que cela dépendra des progrès réalisés dans des domaines essentiels.** Pour établir un tel programme en 2009, il faudrait adopter une loi de finances solide pour 2009, conclure un accord sur un cadre budgétaire réalisable à moyen terme, démontrer le respect des mesures de contrôle budgétaire, et accomplir des progrès en ce qui concerne la structure et la qualité des dépenses. Les autorités souhaiteraient qu'un programme de référence démarre rapidement afin de préparer le terrain pour un nouvel accord FRPC et, en définitive, pour un allègement de dette au titre de l'initiative PPTTE et de l'IADM.

V. ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

26. **Le défi primordial pour les autorités consiste à tirer parti des possibilités qu'offrira la prochaine décennie de recettes pétrolières pour promouvoir le développement.** À cet égard, le rétablissement de la paix et de la stabilité politique revêt une importance cruciale. Malgré l'insécurité, des progrès ont été accomplis durant les années de recettes pétrolières exceptionnelles en ce qui concerne les dépenses dans les secteurs prioritaires, même si l'impact sur le développement est encore attendu. La gestion macroéconomique doit être rigoureuse afin de consolider ces acquis. L'utilisation effective des recettes pétrolières pour réduire la pauvreté et promouvoir la croissance est encore plus pertinente dans le climat actuel d'affaiblissement de la demande mondiale et de baisse des cours du pétrole. La politique budgétaire doit s'engager de toute urgence sur une trajectoire soutenable à moyen terme, d'où la nécessité de réduire sensiblement le déficit primaire hors pétrole.

27. **Il importe de resserrer la politique budgétaire en 2009 et à moyen terme.** Le budget de 2009 devrait tabler sur une hypothèse inférieure et plus réaliste des cours du pétrole. De plus, les perspectives de recettes étant moins reluisantes, des efforts plus ambitieux doivent être consentis pour aborder la question des dépenses hors sécurité, et notamment la masse salariale et les transferts aux entreprises publiques, et pour relever le faible niveau des recettes non pétrolières. Ces actions permettraient d'éviter un ajustement très coûteux plus tard au cours de l'année.

28. **Le renforcement de la gestion des dépenses publiques demeure essentiel pour améliorer l'incidence de la politique budgétaire sur la croissance et la pauvreté.** De sérieux efforts doivent être déployés pour rétablir le contrôle du budget et améliorer l'efficacité de la dépense publique. Les procédures budgétaires tchadiennes, qui sont globalement solides, doivent être respectées ; en particulier, il faudrait réduire les dépenses extrabudgétaires considérables et le recours à des procédures exceptionnelles. Il convient en outre de réaliser un juste équilibre entre les dépenses d'investissement et les dépenses courantes qui s'imposent. Un régime plus compétitif de passation des marchés permettrait de rehausser la qualité des dépenses publiques et leur impact sur le développement, et une

transparence accrue des finances publiques—dans les domaines des dépenses militaires, des états financiers des entreprises publiques et de l'exécution du budget—et renforcera l'obligation de rendre compte. Les récents efforts visant à entamer l'apurement des arriérés intérieurs sont louables, de même que l'intention du gouvernement d'éviter des emprunts non concessionnels.

29. **La capacité de recouvrement des recettes pétrolières doit être améliorée en fonction de la complexité du secteur.** Le Tchad mérite d'être félicité pour son système efficace et assez transparent de recouvrement des recettes pétrolières, mais il devrait se préparer pour un avenir plus complexe, avec un plus grand nombre de producteurs et des sources de revenus. Des progrès rapides en ce qui concerne la candidature du Tchad à l'ITIE et la publication d'un rapport ITIE complèteraient utilement ces efforts et seraient relativement simples compte tenu des informations qui sont déjà du domaine public.

30. **Afin de stimuler la croissance économique, d'accroître la productivité et de renforcer la compétitivité, il est essentiel d'accélérer des réformes structurelles attendues depuis longtemps.** La crise mondiale actuelle et le retournement spectaculaire des revenus pétroliers soulignent une fois de plus l'urgence de diversifier l'économie, de réformer les principales sociétés d'État (électricité, eau et coton) et d'améliorer la compétitivité en créant un climat des affaires plus attrayant, en développant des infrastructures de base, en intensifiant l'intermédiation financière et en améliorant la gouvernance.

31. **De sérieuses lacunes statistiques entravent la surveillance (voir le supplément 1).** À cet égard, les statistiques de comptabilité nationale et de balance des paiements revêtent la plus haute priorité. Il faudrait donc accorder des ressources suffisantes à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEED) et à la BEAC pour la collecte et l'analyse des données.

32. Les services du FMI recommandent que les prochaines consultations au titre de l'article IV se tiennent selon le cycle de 12 mois, sous réserve de la décision du conseil sur les cycles de consultation (Décision n° 12794-(02/7) du 15 juillet 2002, modifiée).

Tableau 1. Tchad: Principaux indicateurs économiques et financiers, 2006-12

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
			Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
Revenu national							
PIB à prix constants	0.2	0.2	-0.4	3.5	3.5	3.6	2.7
PIB pétrolier	-10.5	-7.7	-11.7	-1.7	-1.1	-1.0	-6.1
PIB hors pétrole	4.7	3.1	3.2	5.0	4.7	4.7	4.7
Indice des prix à la consommation (moyenne)	7.9	-8.8	8.1	3.0	3.0	3.0	3.0
Prix du pétrole tchadien (dollars EU/baril) ¹	42.1	51.1	75.7	28.1	37.6	43.6	66.8
Hypothèses du WEO (dollars EU/baril)	64.3	71.1	97.5	54.3	64.8	71.3	75.0
Production pétrolière (en millions de barils)	56.7	52.4	46.5	45.6	45.6	45.6	43.3
Taux de change, FCFA pour un dollar EU, moyenne	522.4	478.6	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit							
Avoirs extérieurs nets du système bancaire ²	75.2	40.6	71.7	-46.6	28.9	35.0	46.4
Avoirs intérieurs nets ²	-23.3	-35.2	-60.7	55.0	-20.6	-27.2	-38.5
Dont : Créances nettes sur l'administration centrale ²	-25.2	-33.3	-40.1	64.5	4.3	-13.8	-26.2
Crédit au secteur non-gouvernemental	2.8	-4.2	3.2	2.5	2.5	2.4	2.4
Monnaie au sens large	51.9	5.4	11.1	8.4	8.3	7.9	7.9
Vitesse-revenu de la monnaie (M2)	4.7	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
Secteur extérieur (évalué en FCFA)							
Exportations, f.à.b.	8.1	-1.0	14.0	-44.1	19.3	10.5	1.5
Importations, f.à.b.	12.6	3.3	4.4	-10.2	3.1	6.5	0.7
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissement et épargne							
Investissement brut	20.3	18.0	14.0	15.4	14.2	14.5	14.3
Secteur public	6.0	7.3	6.8	6.8	5.7	6.5	6.7
Secteur privé	14.3	10.7	7.2	8.5	8.6	8.0	7.6
Dont: se cteur pétrolier	9.3	5.6	2.4	2.8	3.2	2.6	2.2
Épargne nationale brute	11.4	7.5	4.3	-1.7	6.9	7.4	8.2
Secteur public	9.4	11.4	13.6	0.6	7.1	9.4	10.6
Secteur privé	2.0	-3.9	-9.3	-2.3	-0.2	-2.0	-2.4
Solde courant, transferts officiels inclus	-9.0	-10.5	-9.6	-17.1	-7.3	-7.0	-6.1
(En pourcentage du PIB hors pétrole, sauf indication contraire)							
Finances publiques							
Recettes	31.8	41.6	51.2	16.8	22.8	25.4	25.4
Dont: recettes non pétrolières	8.8	11.0	9.7	9.7	10.2	10.5	10.8
Dépenses totales	30.9	38.6	42.1	30.2	24.8	24.9	24.1
Dépenses courantes	19.6	25.2	29.6	20.1	16.2	15.0	14.3
Dépenses en capital	11.3	13.3	12.5	10.1	8.6	9.9	9.9
Solde primaire hors pétrole (base engagements, dons exclus) ³	-15.0	-22.0	-28.1	-16.8	-10.7	-10.6	-9.7
Solde budgétaire global (base engagements, dons exclus)	0.9	3.0	9.1	-13.4	-1.9	0.5	1.3
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Secteur extérieur							
Solde courant							
Transferts officiels courant exclus	-11.8	-13.0	-11.5	-19.9	-10.0	-9.6	-9.1
Opérations pétrolières et transferts officielles courants exclus (en pourcentage du PIB hors pétrole)	-13.8	-19.2	-23.5	-16.5	-14.9	-15.8	-15.7
(En milliards de francs CFA, sauf indication contraire)							
PIB nominal	3,294	3,358	3,744	3,239	3,610	3,909	4,102
PIB nominal hors pétrole	1,756	1,840	2,032	2,203	2,386	2,575	2,778
PIB nominal (en millions de dollars EU)	6,306	7,018	8,419	6,615	7,404	8,053	8,486

Sources : autorités tchadiennes ; estimations et projections des services du FMI.

¹Le prix du pétrole canadien est le prix du WEO diminué du facteur de prudence et de la décote de qualité.

²Variation en pourcentage du stock de la monnaie au sens large en début de période.

³Défini comme le revenu total hors dons et revenus pétroliers, moins les dépenses totales hors paiements d'intérêt et investissements financés sur ressources extérieures.

Tableau 2. Tchad: Opérations budgétaires consolidées, 2006-12
(Milliards de francs CFA)

	2006	2007	2008	2009		2010	2011	2012
			Proj.	Budget	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Recettes	558.0	764.9	1,040.9	716.2	369.6	544.9	654.5	705.4
Recettes pétrolières ¹	403.4	563.2	843.1	502.4	155.7	300.6	382.9	404.0
Redevances et dividendes	160.6	132.5	207.2	145.8	85.1	103.1	121.2	128.0
Frais d'émission/frais statistiques	13.4	4.9	53.0	15.7	12.1	13.1	14.5	14.4
Taxe sur les bénéficiaires	229.4	425.8	582.9	340.9	58.5	184.3	247.2	261.6
Recettes fiscales non pétrolières	143.7	188.9	189.7	207.1	207.1	237.0	263.6	291.4
Recettes non fiscales	10.9	12.7	8.1	6.7	6.7	7.4	8.0	10.0
Dépenses	542.3	709.3	855.3	824.6	664.2	590.8	640.6	670.6
Dépenses courantes	343.4	464.2	602.2	485.6	442.8	386.6	385.9	396.4
Traitements et salaires	118.2	153.2	185.4	194.9	188.8	185.8	181.7	186.9
Fonction publique	85.0	110.8	120.6	127.4	121.7	122.1	121.1	127.9
Forces armées	33.2	42.4	64.8	67.5	67.1	63.7	60.5	59.1
Biens et services	44.6	82.2	99.3	101.4	92.4	86.0	102.4	111.2
Biens et services militaires	11.2	21.3	32.6	26.0	26.0	24.7	23.5	23.5
Transferts	73.0	104.2	114.5	128.6	104.0	76.9	82.9	89.5
Dépenses militaires exceptionnelles	92.9	111.5	188.9	46.1	46.1	27.9	10.0	0.0
Intérêts	14.6	13.0	14.1	14.6	11.4	10.1	8.8	8.8
Intérieurs	5.1	3.0	3.7	4.6	1.4	0.6	0.0	0.0
Extérieurs	9.5	10.0	10.4	10.0	10.0	9.5	8.8	8.8
Dépenses d'investissement	198.9	245.1	253.1	339.0	221.4	204.2	254.7	274.2
Financement intérieur	88.5	154.9	177.7	210.4	152.1	123.1	167.4	180.6
Financement extérieur	110.4	90.2	75.4	128.5	69.3	81.1	87.4	93.6
Solde primaire hors pétrole (dons exclus, base engagements)	-262.6	-404.4	-570.8	-467.6	-369.7	-255.2	-272.9	-268.3
Solde global (dons exclus, base engagements)	15.8	55.5	185.6	-108.3	-294.7	-45.9	13.9	34.7
Arriérés et valeurs en recouvrement	-6.0	-18.3	-21.0	-14.0	-14.0	-11.8	0.0	0.0
Erreurs et omissions	-37.9	5.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global (dons exclus, base caisse)	-28.1	42.3	164.6	-122.3	-308.7	-57.6	13.9	34.7
Financement	28.1	-42.3	-164.6	122.3	308.7	57.6	-13.9	-34.7
Financement intérieur	-63.5	-113.0	-178.3	27.1	266.3	5.7	-71.4	-146.4
Banque centrale (BEAC)	-62.7	-98.8	-159.5	45.8	285.0	20.6	-71.4	-146.4
Banques commerciales	-0.6	4.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement non bancaire	-0.2	-18.3	-18.8	-18.7	-18.8	-14.9	0.0	0.0
Privatisation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement extérieur	91.6	70.7	13.7	95.2	42.4	51.9	57.5	111.7
Dons	62.6	49.4	56.4	68.8	41.4	68.5	73.7	98.4
Dons d'appui budgétaire	7.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	19.4
Dons aux projets	55.0	49.4	56.4	68.8	41.4	68.5	73.7	79.0
Prêts (net)	29.0	21.3	-42.7	26.4	1.1	-16.5	-16.2	13.2
Décaissements	55.4	40.8	19.0	59.7	28.0	12.7	13.6	42.4
Prêts aux projets	55.4	40.8	19.0	59.7	28.0	12.7	13.6	14.6
Amortissement	-33.9	-19.5	-61.7	-33.3	-26.9	-29.2	-29.8	-29.2
Allègement de la dette	8.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Postes pour mémoire:</i>								
PIB hors pétrole	1,756.2	1,840.0	2,032.3	2,203.1	2,203.1	2,386.5	2,574.6	2,778.2
Dépenses militaires totales	147.3	186.5	292.6	146.6	146.3	123.4	101.1	108.2
Dépôts à la BEAC	51.9	158.8	301.5	264.2	10.0	10.0	50.0	196.5

Sources: autorités tchadiennes ; estimations des services du FMI.

¹ Prix du pétrole à l'exportation basé sur le WEO moins le facteur de prudence et la décote qualité

² Défini comme les recettes totales hors dons des recettes pétrolières, moins les dépenses totales hors paiements d'intérêts et investissements financés sur ressources extérieures.

Tableau 3. Tchad: Tchad: Opérations budgétaires consolidées, 2006-12
(Pourcentage du PIB hors pétrole)

	2006	2007	2008	2009		2010	2011	2012
				Proj.	Budget			
Recettes	31.8	41.6	51.2	32.5	16.8	22.8	25.4	25.4
Recettes pétrolières ¹	23.0	30.6	41.5	22.8	7.1	12.6	14.9	14.5
Redevances et dividendes	9.1	7.2	10.2	6.6	3.9	4.3	4.7	4.6
Frais d'émissions/frais statistiques	0.8	0.3	2.6	0.7	0.5	0.5	0.6	0.5
Impôts sur les bénéfices	13.1	23.1	28.7	15.5	2.7	7.7	9.6	9.4
Recettes fiscales non pétrolières	8.2	10.3	9.3	9.4	9.4	9.9	10.2	10.5
Recettes non fiscales	0.6	0.7	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4
Dépenses	30.9	38.6	42.1	37.4	30.2	24.8	24.9	24.1
Dépenses courantes	19.6	25.2	29.6	22.0	20.1	16.2	15.0	14.3
Traitements et salaires	6.7	8.3	9.1	8.8	8.6	7.8	7.1	6.7
Fonction publique	4.8	6.0	5.9	5.8	5.5	5.1	4.7	4.6
Forces armées	1.9	2.3	3.2	3.1	3.0	2.7	2.4	2.1
Biens et services	2.5	4.5	4.9	4.6	4.2	3.6	4.0	4.0
Biens et services militaires	0.6	1.2	1.6	1.2	1.2	1.0	0.9	0.8
Transferts	4.2	5.7	5.6	5.8	4.7	3.2	3.2	3.2
Dépenses militaires exceptionnelles	5.3	6.1	9.3	2.1	2.1	1.2	0.4	0.0
Intérêts	0.8	0.7	0.7	0.7	0.5	0.4	0.3	0.3
Intérieurs	0.3	0.2	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0
Extérieurs	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4	0.3	0.3
Dépenses d'investissement	11.3	13.3	12.5	15.4	10.1	8.6	9.9	9.9
Financement intérieur	5.0	8.4	8.7	9.6	6.9	5.2	6.5	6.5
Financement extérieur	6.3	4.9	3.7	5.8	3.1	3.4	3.4	3.4
Solde primaire hors pétrole (dons exclus, base engagements) ^c	-15.0	-22.0	-28.1	-21.2	-16.8	-10.7	-10.6	-9.7
Solde global (dons exclus, base engagements)	0.9	3.0	9.1	-4.9	-13.4	-1.9	0.5	1.3
Arriérés et valeurs en recouvrement	-0.3	-1.0	-1.0	-0.6	-0.6	-0.5	0.0	0.0
Erreurs et omissions	-2.2	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global (dons exclus, base caisse)	-1.6	2.3	8.1	-5.6	-14.0	-2.4	0.5	1.3
Financement	1.6	-2.3	-8.1	5.6	14.0	2.4	-0.5	-1.3
Financement intérieur	-3.6	-6.1	-8.8	1.2	12.1	0.2	-2.8	-5.3
Banque centrale (BEAC)	-3.6	-5.4	-7.8	2.1	12.9	0.9	-2.8	-5.3
Banques commerciales	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement non bancaire	0.0	-1.0	-0.9	-0.8	-0.9	-0.6	0.0	0.0
Privatisation	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement extérieur	5.2	3.8	0.7	4.3	1.9	2.2	2.2	4.0
Dons	3.6	2.7	2.8	3.1	1.9	2.9	2.9	3.5
Dons d'appui budgétaire	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.7
Dons aux projets	3.1	2.7	2.8	3.1	1.9	2.9	2.9	2.8
Prêts (net)	1.7	1.2	-2.1	1.2	0.0	-0.7	-0.6	0.5
Décaissements	3.2	2.2	0.9	2.7	1.3	0.5	0.5	1.5
Prêts aux projets	3.2	2.2	0.9	2.7	1.3	0.5	0.5	0.5
Amortissement	-1.9	-1.1	-3.0	-1.5	-1.2	-1.2	-1.2	-1.0
Besoin de financement résiduel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Postes pour mémoire:</i>								
PIB hors pétrole (en milliards de francs CFA)	1,756.2	1,840.0	2,032.3	2,203.1	2,203.1	2,386.5	2,574.6	2,778.2
Dépenses militaires totales	8.4	10.1	14.4	6.7	6.6	5.2	3.9	3.9
Dépôts à la BEAC	3.0	8.6	14.8	12.0	0.5	0.4	1.9	7.1

Sources: autorités tchadiennes ; estimations des services du FMI.

¹ Prix du pétrole à l'exportation basé sur le WEO moins le facteur de prudence et la décote qualité

² Défini comme les recettes totales hors dons des recettes pétrolières, moins les dépenses totales hors paiements d'intérêts et investissements financés sur ressources extérieures.

Tableau 4. Tchad : Situation monétaire, 2006-12
(Milliards de francs CFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
			Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Avoirs extérieurs nets	265.7	418.9	704.3	498.3	636.6	818.4	1078.1
Banque centrale	280.3	404.2	688.8	481.9	619.5	794.2	1050.0
Banques commerciales	-14.6	14.8	15.5	16.4	17.1	24.2	28.1
Avoirs intérieurs nets	111.6	-21.2	-262.5	-19.3	-117.8	-258.7	-474.1
Crédit intérieur	159.8	18.2	-128.7	167.5	200.1	141.0	7.9
Créances sur l'État (net)	23.3	-102.3	-261.8	23.2	43.8	-27.6	-174.0
Trésor (net)	72.1	-83.4	-274.5	11.6	33.2	-37.3	-182.7
Secteur bancaire	38.4	-108.3	-295.0	-5.0	20.1	-47.9	-192.1
Banque centrale	31.1	-106.6	-293.4	-4.4	19.7	-49.3	-194.5
Banques commerciales	6.7	-2.3	-2.3	-2.3	-2.3	-2.3	-2.3
CCP	0.6	0.6	0.6	1.6	2.6	3.6	4.6
Position au FMI	33.7	24.8	20.5	16.6	13.1	10.7	9.4
Autres, hors Trésor	-48.8	-18.9	12.6	11.6	10.6	9.6	8.6
Crédit à l'économie	136.5	120.5	133.1	144.3	156.3	168.6	181.9
Autres postes (net)	-48.2	-39.4	-133.8	-186.8	-317.9	-399.7	-482.0
Monnaie et quasi monnaie	377.3	397.8	441.8	478.9	518.8	559.7	604.0
Circulation fiduciaire hors banques	217.2	240.3	239.7	255.0	271.1	286.8	303.5
Dépôts à vue	140.4	132.8	162.1	178.1	195.6	213.8	233.7
Dépôts et épargne à terme	19.7	24.6	40.0	45.8	52.2	59.1	66.8
Postes pour mémoire:							
Monnaie au sens large (variation annuelle en pou	51.9	5.4	11.1	8.4	8.3	7.9	7.9
Vitesse de circulation (PIB total)	4.7	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6

Sources: autorités tchadiennes ; estimations des services du FMI.

Tableau 5. Tchad: Balance des paiements, 2006-12
(Milliards de francs CFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
			Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Compte courant, transferts officiels courants inclus	-294.9	-353.6	-360.4	-553.9	-264.3	-275.0	-248.2
Compte courant, transferts officiels courants exclus	-389.3	-436.3	-431.0	-646.2	-362.3	-374.0	-373.1
Compte courant hors pétrole, transferts officiels courants inclus	-241.9	-352.6	-477.2	-363.1	-356.1	-405.6	-435.0
Balance commerciale, secteur pétrolier inclus	1,079.2	1,022.3	1,182.0	320.8	541.2	621.6	615.9
Compte courant, transferts officiels courants exclus	-165.2	-224.4	-318.8	-227.6	-200.0	-230.3	-244.1
Exportations, f.à.b., dont :	1,781.9	1,760.8	2,016.0	1,089.3	1,312.9	1,457.4	1,478.3
Exportations de coton	44.1	36.2	42.4	44.9	45.4	46.9	48.4
Exportations de bétail	119.6	121.4	128.5	136.1	144.1	152.6	161.9
Exportations de pétrole et de produits pétroliers	1,552.6	1,532.0	1,766.8	822.3	1,028.7	1,153.8	1,153.5
Importations, f.à.b.	-702.7	-738.5	-833.9	-768.5	-771.7	-835.8	-862.5
Services (net)	-916.3	-935.0	-913.7	-790.9	-836.9	-879.5	-862.6
Services (net), hors pétrole	-139.0	-193.2	-222.2	-226.4	-241.7	-257.3	-272.6
Revenu des facteurs (net)	-603.1	-574.2	-746.8	-249.1	-132.4	-176.2	-184.0
Revenu des facteurs (net), hors pétrole	11.4	14.4	16.3	17.9	19.8	21.9	24.0
Transferts courants (net)	145.3	133.3	118.1	165.3	163.9	159.1	182.5
Officiels (net)	94.4	82.7	70.6	92.3	98.1	99.0	124.9
Privés (net)	50.9	50.6	47.5	73.0	65.8	60.1	57.6
Compte de capital et d'opérations financières	491.3	477.5	645.0	347.0	401.9	449.7	504.0
Transferts en capital	55.0	49.4	56.4	41.4	68.5	73.7	79.0
IDE	342.9	338.7	533.6	310.8	349.9	391.9	411.1
Autres investissements à moyen et long terme	18.4	102.6	55.0	-5.2	-16.4	-15.9	13.9
Secteur public	21.5	21.3	-36.9	-5.2	-16.4	-15.9	13.9
Secteur privé	-3.1	81.3	91.9	0.0	0.0	0.0	0.0
Capital à court terme, erreurs et omissions	74.9	-13.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global	196.4	123.9	284.7	-207.0	137.7	174.7	255.8
Financement	-196.4	-123.9	-284.7	207.0	-137.7	-174.7	-255.8
Variation des réserves nettes	-196.4	-123.9	-284.7	207.0	-137.7	-174.7	-255.8
Besoin de financement résiduel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Poste pour mémoire:							
Réserves officielles brutes (en mois d'importations (hors pétrole))	5.2	5.9	10.6	7.4	8.7	10.4	12.9
Réserves officielles brutes de la CEMAC (en mois d'importations)	4.6	4.8	5.8	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

Sources : autorités tchadiennes ; estimations et projections des services du FMI

Tableau 6. Tchad: Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990-2007¹

	1990	1995	2000	2007	2007 Afrique sub.
Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim					
Ratio emploi/population, 15+, total (%)	66.0	66.0	66.0	65.0	66.0
Ratio emploi/population, 15-24 ans, total (%)	44.0	46.0	47.0	45.0	52.0
Part du revenu détenue par les 20 % inférieurs	..	..	..	..	..
Prévalence de la malnutrition, insuffisance pondérale (% enfants de moins de 5 ans)	..	34.3	29.4	..	26.8
Incidence de la pauvreté au seuil national de pauvreté (% population)	..	64.0	..	..	..
Prévalence de la malnutrition (% population)	58.0	49.0	..	..	..
Emploi vulnérable, total (% emploi total)	..	94.0	..	..	..
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous					
Taux d'alphabétisation, filles (% des filles de 15-24 ans)	..	..	23.0	..	64.0
Taux d'alphabétisation, garçons (% des garçons de 15-24 ans)	..	..	56.0	..	76.0
Persistance jusqu'en dernière année du primaire, total (% cohorte)	..	..	46.0	..	..
Taux d'achèvement du primaire, total (% du groupe pertinent)	17.0	15.0	22.0	31.0	60.0
Scolarisation totale, primaire (% net)	..	..	53.0	..	71.0
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes					
Proportion de sièges occupés par les femmes au Parlement national (%)	..	17.0	2.0	7.0	17.0
Ratio femmes/hommes dans l'enseignement supérieur	..	..	18.0	14.0	68.0
Ratio femmes/hommes dans l'enseignement primaire	45.0	..	61.0	68.0	89.0
Ratio femmes/hommes dans l'enseignement secondaire	20.0	..	28.0	33.0	80.0
Ratio jeunes femmes/hommes alphabètes (% des 15-24 ans)	..	..	42.0	..	85.0
Proportion de femmes employées dans le secteur non agricole (% de l'emploi non agricole tota	3.8	..	..	..	..
OBJECTIF 4 : Réduire la mortalité infantile					
Vaccination, rougeole (% des enfants de 12-23 mois)	32.0	26.0	28.0	23.0	72.0
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	120.0	121.0	122.0	124.0	94.0
Taux de mortalité, moins de 5 ans (pour 1000)	201.0	202.0	205.0	209.0	157.0
OBJECTIF 5 : Améliorer la santé maternelle					
Taux de fécondité des adolescents (naissances pour 1000 femmes de 15-19 ans)	..	193.0	191.0	169.0	121.0
Naissances assistées par des professionnels de la santé (% du total)	..	15.0	16.0	..	45.0
Prévalence des contraceptifs (% des femmes de 15-49 ans)	..	4.0	8.0	..	22.0
Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100000 naissances vivantes)	..	..	..	1,500.0	900.0
Femmes enceintes recevant des soins prénataux (%)	..	23.0	42.0	..	72.0
Besoins de contraception non satisfaits (% des femmes mariées de 15-49 ans)	..	10.0	..	..	24.0
OBJECTIF 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies					
Enfants fiévreux recevant des antipaludiques (% des enfants de moins de cinq ans ayant la fiè	..	..	32.0	..	35.0
Utilisation du condom, population de 15-24 ans, femmes (% des femmes de 15-24 ans)	..	..	..	..	..
Utilisation du condom, population de 15-24 ans, hommes (% des hommes de 15-24 ans)	..	..	..	..	..
Incidence de la tuberculose (pour 100.000 personnes)	119.0	179.0	259.0	299.0	368.0
Prévalence du VIH, femmes (% des 15-24 ans)	..	..	..	2.8	..
Prévalence du VIH, total (% de la population âgée de 15-49 ans)	..	..	3.4	3.5	5.2
Cas tuberculose détectés dans le cadre d'un traitement direct à court terme et sous observatio	..	35.0	34.0	19.0	46.0
OBJECTIF 7 : Préserver l'environnement					
Retraits annuels d'eau douce, total (% des ressources internes)	..	..	1.5	..	..
Émissions de CO2 (kg par PPP \$ du PIB)	0.0	0.0	0.0	..	..
Émissions de CO2 (tonnes par habitant)	0.0	0.0	0.0	..	..
Superficie forestière (% de la superficie totale)	10.0	..	10.0	9.0	26.0
Installations d'assainissement améliorées (% de la population ayant accès)	5.0	6.0	7.0	9.0	31.0
Sources d'eau améliorées (% de la population ayant accès)	..	24.0	34.0	48.0	58.0
Zones marines protégées, (% de la superficie totale)	..	..	..	..	..
Zone protégées à l'échelle nationale (% de la superficie totale)	..	..	..	..	..
OBJECTIF 8 : Mettre en place un partenariat pour le développement					
Utilisateurs d'Internet (pour 100 personnes)	..	0.0	0.0	0.6	4.4
Abonnés au téléphone mobile (pour 100 personnes)	..	..	0.1	8.5	22.8
Lignes téléphoniques fixes (pour 100 personnes)	0.1	0.1	0.1	0.1	1.8

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (2008).

¹Les chiffres en italiques se rapportent à d'autres périodes que celles indiquées.

Tableau 7. Tchad: Indicateurs socio-démographiques

	Année la plus récente			Même région ou groupe de revenus	
	1970-75	1980-85	1996-2007	Afrique sub- saharienne	Pays à faible revenu
Population					
Population totale, milieu d'année (millions)	4.0	5.1	10.5	702.6	2,310.3
Taux de croissance (en pourcentage, moyenne annuelle pour)	2.0	2.7	2.8	2.1	1.8
Population urbaine (en pourcentage de la population)	15.6	19.9	25.0	36.1	30.3
Taux de fécondité total (naissances par femme)	6.3	7.2	6.2	5.1	3.7
Pauvreté (pourcentage de la population)					
Incidence nationale de la pauvreté	...	...	64.0	...	...
Incidence urbaine de la pauvreté	...	...	63.0	...	...
Incidence rurale de la pauvreté	...	...	67.0	...	...
Revenu					
Revenu national brut par habitant (en dollars EU)	230	210	250	490	450
Indice des prix à la consommation (1995=100)	...	77	149	...	...
Indice des prix alimentaires (1995=100)	...	110	15	...	...
Répartition revenu/consommation					
Part du revenu ou de la consommation	...	...	...	...	...
Indice de Gini	...	...	...	...	...
Quintile inférieur (en pourcentage du revenu ou de la consommation)	...	...	...	...	...
Quintile supérieur (en pourcentage du revenu ou de la consommation)	...	...	...	...	...
Indicateurs sociaux					
Dépenses publiques (en pourcentage du PIB)					
Santé	...	...	2.0	2.5	1.2
Éducation	...	...	2.5	3.4	2.7
Sécurité sociale et bien-être	...	...	...	...	...
Taux de scolarisation net au primaire (en pourcentage du groupe d'âge)					
Total	...	...	58	...	78
Garçons	...	...	70	...	84
Filles	...	...	47	...	72
Accès à une source d'eau améliorée (en pourcentage de la population)					
Total	...	...	27	58	75
Urbain	...	...	31	83	90
Rural	...	...	26	45	69
Couverture vaccinale (en pourcentage des moins de 12 mois)					
Rougeole	...	7	55	58	64
DPT	...	3	40	54	64
Malnutrition infantile (en pourcentage des moins de 5 ans)					
	...	35	28	0	44
Espérance de vie à la naissance (en années)					
Total	40	44	48	46	58
Hommes	39	43	47	45	57
Femmes	42	46	50	47	59
Mortalité (pour 1.000 naissances vivantes)					
Infantile	149	124	124	103	82
Moins de 5 ans	...	225	200	174	126
Mortalité des adultes (15-59 ans, pour 1000 personnes)					
Hommes	554	556	449	519	319
Femmes	492	449	361	461	268
Maternelle (modélisée, pour 100.000 naissances vivantes)					
	...	...	1,100	...	...
	...	...	16	0	38
Naissances assistées par un professionnel de la santé (en pourcentage)					

Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde en ligne, 2006; Nations unies, Indicateurs du Millénaire, 2004.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

TCHAD

Rapport des services du FMI pour les consultations de 2008 au titre de l'article IV

Annexe d'information

Préparé par le Département Afrique
(en consultation avec d'autres départements)

Approuvé par Emilio Sacerdoti et Anthony Boote

9 janvier 2009

- **Relations avec le FMI.** Cette section décrit l'assistance financière et technique fournie par le FMI et présente des informations sur l'évaluation des sauvegardes et le régime de change du Tchad.
- **Plan d'action conjoint (JMAP).** Cette section décrit les priorités et les principales activités du Groupe de la Banque mondiale, et les domaines faisant l'objet d'une coopération dans leur travail avec les autorités tchadiennes.
- **Questions d'ordre statistique.** Cette section évalue la qualité des données statistiques. La communication des données présente de graves déficiences qui nuisent sérieusement au travail de surveillance.

	Page
Table des matières	
I. Relations avec le FMI.....	3
II. Matrice du plan d'action conjoint Banque mondiale–FMI (JMAP).....	7
III. Questions d'ordre statistique	9

I—RELATIONS AVEC LE FMI

(Au 30 novembre 2008)

I. Statut : date d'admission : 10 juillet 1963 Article VIII

II. Compte des ressources générales :	Millions de DTS	% de la quote-part
<u>Quote-part</u>	56,00	100,00
<u>Avoirs du FMI en monnaie nationale</u>	55,72	99,50
<u>Position de réserve au FMI</u>	0,28	0,50
<u>Taux de change des avoires</u>		

III. Département des DTS :	Millions de DTS	% de l'allocation
<u>Allocation cumulative nette</u>	9,41	100,00
<u>Avoirs</u>	0,13	1,39

IV. <u>Encours des achats et des prêts :</u>	Millions de DTS	% de la quote-part
Accords au titre de la FRPC	26,43	47,19

V. Accords financiers les plus récents :

Type	Date d'approbation	Date d'expiration	Montant approuvé (Millions de DTS)	Montant tiré (Millions de DTS)
FRPC	16-02-2005	31-05-08	25,20	4,20
FRPC	07-01-2000	06-01-2004	47,60	42,40
FRPC	01-09-1995	30-04-1999	49,56	49,56

VI. Obligations prévues envers le FMI ¹

(En millions de DTS; projections reposant sur les montants actuels des ressources utilisées et des avoires en DTS) :

	Obligations futures				
	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
Principal		8,23	7,30	5,08	2,68
Commissions/intérêts	<u>0,07</u>	<u>0,21</u>	<u>0,17</u>	<u>0,14</u>	<u>0,12</u>
Total	<u>0,07</u>	<u>8,43</u>	<u>7,47</u>	<u>5,22</u>	<u>2,80</u>

¹Lorsqu'un pays membre a des impayés au titre d'obligations financières en souffrance depuis plus de trois mois, le montant de ces impayés figure dans cette section.

VII. Mise en œuvre de l'initiative PPTE:

I. Engagement d'aide au titre de l'initiative PPTE	<u>Cadre renforcé</u>
Date du point de décision	Mai 2001
Aide engagée par l'ensemble des créanciers (millions de dollars EU) ¹	170,00
<i>Dont</i> : aide du FMI (millions de dollars EU)	18,00
(équivalent en millions de DTS)	14,25
Date du point d'achèvement	Flottante
II. Décaissement de l'aide du FMI (millions de DTS)	
Assistance décaissée au membre	8,55
Assistance transitoire	8,55
Solde au point d'achèvement	--
Décaissements supplémentaires de revenus d'intérêts ²	--
Total des décaissements	8,55

¹L'aide promise en vertu du cadre original est exprimée en valeur actuelle nette (VAN) au point d'achèvement, et l'aide promise en vertu du cadre renforcé est exprimée en VAN au point de décision. Les deux montants ne s'additionnent donc pas.

²En vertu du cadre renforcé, un décaissement supplémentaire est effectué au point d'achèvement; il correspond aux revenus d'intérêts réalisés sur le montant engagé au point de décision mais non encore décaissé durant la période intérimaire.

VIII. Mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) : sans objet

IX. Évaluation des sauvegardes

La BEAC est la banque centrale commune des États de l'Afrique centrale. L'évaluation des sauvegardes la plus récente de la BEAC a été achevée le 30 août 2004. Il ressort de cette évaluation que la BEAC a mis en place un certain nombre de mesures pour renforcer son dispositif de sauvegardes depuis l'évaluation de 2001, mais qu'il reste des progrès à accomplir dans les domaines des audits externes et internes et de la communication des situations financières. Le suivi le plus récent a mis en lumière un certain nombre de facteurs de vulnérabilité, notamment dans le dispositif de contrôle interne. Ces questions, ainsi que d'autres aspects du dispositif de sauvegardes de la BEAC, seront réexaminés dans le cadre de la mise à jour de 2008 qui est en cours.

X. Régime de change

Le régime de change est commun à tous les membres de la BEAC et ne comporte aucune restriction sur les paiements et les transferts au titre des transactions extérieures courantes. La monnaie commune de la BEAC est le franc CFA, qui était autrefois rattaché au franc français. Le rachat des billets de banque libellés en francs CFA exportés en dehors de la BEAC a été suspendu le 2 août 1993. À compter du 12 janvier 1994, le franc CFA a été dévalué de 50 % en termes de change et le taux de change a été ajusté de 1 F = 50 FCFA à 1 F = 100 FCFA. Depuis le 1er janvier 1999, le franc CFA est rattaché à l'euro au taux fixe de 1 EUR = 655,957 francs CFA.

XI. Dernières consultations au titre de l'article IV

Les consultations avec le Tchad se déroulent selon le cycle de 12 mois. Les prochaines consultations au titre de l'article IV devraient avoir lieu d'ici à décembre 2009.

XII. Assistance technique

Département	Objet	Date de prestation
FAD (AFRITAC)	Administration de l'impôt et des douanes	Novembre 2008
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	28 octobre – 7 novembre 2008
STA (AFRITAC)	Statistiques des prix	18-29 août 2008
STA	Comptabilité nationale	Janvier-février 2008
FAD	Budget	Septembre-octobre 2007
FAD (AFRITAC)	Gestion de trésorerie	Août 2007
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Août 2007
STA	Statistiques des prix	Mai 2007
AFRITAC	Mission d'évaluation	Mars 2007
STA	Module de données statistiques du RONC	Mai 2006
FAD	Renforcement de la transparence du budget et de la comptabilité	Mai-juin 2005

FAD	Consolidation de la gestion du budget	Octobre 2004
FAD	Mise en oeuvre du plan d'action des douanes	Avril 2003
STA	Statistiques des comptes nationaux	Juillet 2002
FAD	Évaluation des réformes des finances publiques	Mai 2002
FAD	Renforcement du recouvrement de l'impôt et de la TVA	Juin–décembre 2001
STA	Mission de statistiques multisectorielles	Mai 2000

XIII. Programme d'évaluation du secteur financier (PESF), Rapport sur l'observation des normes et des codes (RONC) et évaluation des centres financiers offshore

Une Mission de module de données des RONC s'est rendue au Tchad entre le 26 mai et le 8 juin 2005. Une mission conjointe FMI–Banque mondiale a réalisé un PESF pour les pays de la CEMAC du 30 janvier au 9 février 2006.

XIV. Représentants résident

M. Karangwa est le représentant résident du FMI à N'Djamena depuis novembre 2007.

II--MATRICE DU PLAN D'ACTION CONJOINT BANQUE MONDIALE–FMI (JMAP)
(OCTOBRE 2008-OCTOBRE 2009)¹

Titre	Produits	Dates provisoires des missions	Date prévue de prestation
A. Informations mutuelles sur les programmes de travail pertinents			
Programme de travail de la Banque mondiale au cours des 12 prochains mois	1. Remboursement anticipé des prêts relatifs au pipeline achevé le 5 septembre 2008.	5 sept. 2008	
	2. Évaluation/mission conjointe de la Banque mondiale et des autorités tchadiennes (impact du portefeuille de la Banque mondiale, progrès réalisés dans les secteurs prioritaires et progrès réalisés en matière de GFP).	27 oct.-7 nov. 2008	
	3. Réouverture partielle du bureau de la Banque mondiale à N'Djamena.	Janvier 2009	
	4. Visite du Premier ministre à Washington où il sera question des relations entre le Tchad et la Banque mondiale.	Début 2009	
Programme de travail du FMI au cours des 12 prochains mois	1. Consultations de 2008 au titre de l'Article IV, examen du budget 2009 et première revue du programme de référence.	Oct./nov. 2008	Réunion du Conseil d'adm. en décembre 2008
	2. Deuxième revue du programme de référence et négociations en vue de l'accord FRPC.	T1 2009	Réunion du Conseil d'adm. au T2 2009
Assistance technique			
	Statistiques de la comptabilité nationale	Octobre 2008	Octobre 2008
	Administration des douanes	T1/T2 2009	T1/T2 2009
	Gestion de la dette	T1/T2 2009	T1/T2 2009
	Gestion des finances publiques	T1/T2 2009	T1/T2 2009
B. Demandes de participation au programme de travail			
Demande du FMI à la Banque mondiale	1. Participation à l'examen du budget 2009. 2. Évaluation de la cohérence du DSRP, des PAP et du CDMT.		
Demande de la Banque mondiale au FMI	1. Informations sur l'évolution de la situation au Tchad, notamment en ce qui a trait au cadre macroéconomique, à la mise en oeuvre des budgets 2008 et 2009, à la préparation des budgets 2009 et 2010, à la GFP et à la gestion des recettes pétrolières.		

C. Accord sur les produits et les missions conjointes

Produits
conjointes

1. Analyse de la viabilité de la dette.
2. Évaluation des conditions du passage au point d'achèvement de l'initiative PPTE.
3. Rapport d'étape du DSRP.

¹Le présent plan d'action conjoint est sujet à révisions à mesure que des changements seront apportés au programme de travail de la Banque mondiale au fil du dialogue entre cette dernière et les autorités tchadiennes.

III—QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE

(au 23 décembre 2008)

I. Évaluation de l'adéquation des données aux fins de la surveillance

D'une manière générale, la communication des données présente de graves déficiences qui nuisent sérieusement au travail de surveillance.

1. **Comptabilité nationale** : La déficience des données-source due au financement inadéquat de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) nuit sérieusement à l'exactitude et à la fiabilité des principaux agrégats nationaux. En conséquence, les estimations du niveau et du taux de croissance du PIB et des composantes des dépenses qui influent sur les ratios ajustés en fonction du PIB s'entourent d'une grande incertitude. Le degré d'actualité des comptes nationaux influe également sur la surveillance : depuis le début de 2007, les autorités ont apporté un certain nombre d'améliorations avec l'aide d'AFRISTAT et de l'AFRITAC Centre; elles s'emploient à l'heure actuelle à mettre un point final aux estimations des comptes nationaux pour 2005. Pour améliorer durablement l'utilité des comptes nationaux aux fins de la surveillance, il faudra pouvoir compter sur une augmentation substantielle et soutenue des ressources et assurer l'absorption et le maintien du savoir-faire transféré par le biais de l'assistance technique.
2. **Statistiques des prix** : En janvier 2008, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) couvrant la capitale a remplacé l'IPC devenu désuet. Toutefois, il faudra encore consacrer beaucoup d'efforts à l'amélioration de la fiabilité et de la visibilité de ce nouvel indice. Une mission de l'AFRITAC Centre organisée en août 2008 a approuvé la mise en oeuvre par l'INSEED d'un programme à court terme visant à améliorer la production en temps utile de l'IHPC à l'aide d'un nouveau logiciel.
3. **Statistiques de finances publiques** : Les données communiquées aux fins de la surveillance comprennent un tableau trimestriel des opérations financières de l'État (TOFE) et des statistiques mensuelles sur la dette. Le TOFE respecte en général les recommandations du *Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP)* de 1986 concernant la présentation, mais il est établi par un groupe de travail qui tire ses données de sources administratives disparates, ce qui entraîne des divergences entre les données sur les opérations de l'administration centrale et les données sur les financements.
4. **Statistiques monétaires et financières** : Les statistiques monétaires, les taux d'intérêt et les taux de change sont communiqués pour les besoins de la surveillance. La mission sur le module de données pour les Rapports sur l'observation des normes et codes (RONC) organisée en 2005 a constaté que la couverture des statistiques monétaires pour le Tchad est limitée à la banque centrale et aux banques commerciales, alors même que les

sociétés de micro-crédit, une source croissante de financement au Tchad, ne sont pas prises en compte dans la situation des institutions de dépôts. Il est souvent impossible de rapprocher les indicateurs monétaires et budgétaires sur le crédit net à l'État à cause de différences dans la couverture institutionnelle et le regroupement des unités des administrations publiques et du secteur public.

5. Par ailleurs, l'exactitude des statistiques monétaires risque de souffrir des importants mouvements de monnaie entre les pays membres de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). Environ 40 % des billets de banque émis au Tchad par la direction nationale de la BEAC circulent au Cameroun, alors que la monnaie qui circule au Tchad inclut quelque 10 % de billets de banque du Cameroun et 5 % de billets de la République Centrafricaine.

6. La BEAC a lancé au milieu de 2007 un projet d'établissement des statistiques monétaires des pays membres de la CEMAC sur la base de la méthodologie du *Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF)*. Dans le cadre de ce projet, elle a organisé en décembre 2007 un atelier régional pour finaliser l'adaptation des données-source obtenues des banques commerciales aux concepts et cadre du *MSMF*. Le Département des statistiques a participé à cet atelier pour fournir des directives et des conseils en la matière. La BEAC n'a toujours pas transmis des données de contrôle sur la base des formulaires de déclaration types.

7. **Statistiques du secteur extérieur :** La piètre qualité des statistiques du secteur extérieur semble être liée à la pénurie de personnel et à l'insuffisance des ressources matérielles consacrés à l'établissement des données. On sait que les données relatives au commerce extérieur, établies par l'INSEED sur la base des déclarations douanières ne sont pas fiables et souffrent de problèmes de couverture; elles ne correspondent pas non plus à celles qui sont utilisées dans l'établissement de la comptabilité nationale. C'est pourquoi elles ne sont pas utilisées dans leur totalité par la direction nationale de la BEAC pour l'établissement des statistiques de balance des paiements. Les données sur les exportations sont estimées sur la base des données fournies par les ministères dépensiers. Même si l'on reconnaît qu'il est difficile de recueillir des données sur les échanges transfrontaliers informels entre le Tchad et ses pays voisins, nombre d'améliorations pourraient être apportées sur des éléments tels que les importations, les exportations de coton et de bétail, le fret et les transferts publics. La coordination entre la CEMAC, l'INSEED et les autres agences doit être plus étroite pour améliorer la couverture des données.

II. Normes et qualité des données

8. Le Tchad participe au système général de diffusion des données (SGDD). Un module de données pour les Rapports sur l'observation des normes et codes (RONC) a été publié en août 2007.

III. Transmission des données au Département des statistiques (facultatif)

9. Le Tchad ne transmet pas ses statistiques de finances publiques aux fins de publication dans l'Annuaire de statistiques de finances publiques (*Government Finance Statistics Yearbook*) publié par le FMI ni dans *Statistiques financières internationales (SFI)*. Les statistiques sur la balance des paiements ne sont pas transmises aux fins de publication dans l'annuaire des statistiques de balance des paiements (*Balance of Payments Statistics Yearbook*) ni dans *SFI*. Les statistiques monétaires et financières et les statistiques relatives aux liquidités internationales et aux taux de change sont communiquées aux fins de publication dans *SFI*.

III—Appendice I. Tchad : Tableau des indicateurs habituels nécessaires à la surveillance
(Au 22 décembre 2008)

	Date de la dernière observation	Date de réception	Fréquence des données ⁷	Fréquence de déclaration ⁷	Fréquence de publication ⁷	Pour mémoire	
						Qualité des données — validité méthodologique ⁸	Qualité des données — exactitude et fiabilité ⁹
Taux de change	Q	Q	M	M	M		
Réserves internationales (actifs et passifs) des autorités monétaires ¹	Juin 2008	Juillet 2008	M	M	M		
Monnaie centrale	Oct. 2008	Oct. 2008	M	M	M	LO, LI, LI, LO	LO, O, O, LO, ND
Masse monétaire au sens large	Oct. 2008	Oct. 2008	M	TM	M		
Bilan de la banque centrale	Oct. 2008	Oct. 2008	M	M	M		
Bilan consolidé du système bancaire	Oct. 2008	Oct. 2008	M	M	M		
Taux d'intérêt ²	Août 2008	Sept. 2008	MI	TM	M		
Indice des prix à la consommation	Oct. 2008	Oct. 2008	M	M	M		
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ — Administrations publiques ⁴	Mai 2008	Juillet 2008	T	T	T	LO, LI, LO, LO	O, LO, LO, LO, I
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ — Administration centrale	Mai 2008	Juillet 2008	T	T	T		
Stock de la dette contractée et garantie par l'administration centrale ⁵	Déc. 2007	Juillet 2008	T	T	T		
Solde extérieur courant	2006	Juillet 2008	A	A	A	O, O, O, LO	LO, LO, O, O, O
Exportations et importations de biens et de services	2006	Juillet 2008	A	A	A		

PIB/PNB	2007	Juillet 2008	A	A	A	LI, LO, LI, LO	LI, LI, LI, LI
Dettes extérieures brutes	Déc. 2007	Juillet 2008	Bi-M	Bi-M	Bi-M		
Position extérieure globale ⁶	ND	ND	ND	ND	ND		

¹ Y compris les avoirs de réserve donnés en garantie ou autrement grevés ainsi que les positions nettes sur dérivés.

² Comprend les taux de marché et les taux officiels, y compris les taux d'escompte, les taux du marché monétaire, les taux des bons du Trésor, des billets et des obligations.

³ Financement bancaire extérieur et intérieur et financement intérieur non bancaire.

⁴ L'ensemble de l'administration publique est constitué de l'administration centrale (fonds budgétaires et extrabudgétaires, et caisses de sécurité sociale) et des administrations d'États fédérés ou locales.

⁵ Y compris la composition en monnaies et échéances.

⁶ Comprend la position extérieure brute des actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents.

⁷ Quotidienne (Q), hebdomadaire (H), mensuelle (M), trimestrielle (T), annuelle (A), irrégulière (I) et non disponible (ND).

⁸ Reflète l'évaluation fournie dans le module de données pour les RONC (publié le 31 août 2007) et fondée sur les conclusions de la mission organisée du 28 mai au 8 juin 2005 pour la série de données correspondant à la variable indiquée à chaque rangée. L'évaluation indique si les normes internationales ayant trait (respectivement) aux concepts et définitions, à la portée, au classement et à la sectorisation, et à la méthode de comptabilisation sont totalement observées (O), largement observées (LO), largement inobservées (LI), inobservées (I) ou non disponibles (ND).

(I) ⁹ Mêmes explications qu'à la note 8, mais ayant trait cette fois aux normes internationales relatives (respectivement) aux données de base et à leur évaluation, aux techniques statistiques, à l'évaluation et à la validation des résultats intermédiaires et des produits statistiques et aux études de révision.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (IDA) ET
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

TCHAD

**Analyse de viabilité de la dette réalisée conformément au cadre de viabilité de la dette
applicable aux pays à faible revenu**

Préparée par les services
de l'Association internationale de développement et du Fonds monétaire international

Approuvée par Sudhir Shetty et Carlos Alberto Braga (IDA)
et Anthony Boote et Emilio Sacerdoti (FMI)

13 janvier 2009

D'après l'analyse de viabilité de la dette (AVD) applicable aux pays à faible revenu (PFR), le risque de surendettement du Tchad est modéré, sous réserve toutefois des risques importants liés à la conjoncture extérieure et à la manière dont sera conduite la politique économique. La prise en compte de la dette intérieure du Tchad ne modifie pas l'évaluation du risque de surendettement du pays.¹⁷

I. CONTEXTE

Évolution récente de la dette extérieure

1. La situation de l'endettement extérieur du Tchad s'est considérablement améliorée ces dernières années grâce à la vigueur de la croissance du PIB global imputable au secteur pétrolier, à la baisse des financements extérieurs et à la poursuite des paiements au titre du service de la dette. En fin 2005, date qui a servi de base à la dernière AVD,¹⁸ l'encours de la dette était déjà descendu en dessous de 30 % du PIB, contre plus de 60 % au point de décision de l'initiative PPTE. Depuis, elle a continué de baisser pour s'établir à 23 % du PIB à la fin de l'année 2007. La totalité de la dette extérieure du Tchad est publique, due pour

¹⁷ L'AVD a été réalisée conjointement par les services de la Banque mondiale et du FMI, en consultation avec les services de la Banque africaine de développement. L'exercice budgétaire tchadien court de janvier à décembre.

¹⁸ La dernière AVD a été soumise aux conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI le 11 décembre 2006. Elle peut être consultée dans la partie du site Internet du FMI (www.imf.org) consacrée au Tchad, parmi les documents publiés en janvier 2007 pour les consultations de 2006 au titre de l'article IV.

l'essentiel à des créanciers multilatéraux que sont l'IDA et la Banque africaine de développement (BAD) (voir tableau 1 du texte). Le montant nominal de la dette est sensible à l'évolution des taux de change, surtout à celle du taux euro/dollar car le franc CFA est rattaché à l'euro à parité fixe (un quart environ de la dette est libellé en euros ou en francs CFA). La dette a aussi diminué parce que le Tchad a effectué à l'échéance les remboursements de principal alors que ses nouveaux emprunts ont été limités à des montants peu élevés. De plus, les décaissements ont diminué lorsque les créanciers ont commencé à rencontrer des difficultés dans l'exécution des projets. En 2008, l'encours de la dette a sensiblement diminué après le remboursement par anticipation, par le Tchad, à la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) du solde du prêt qui a financé la participation de l'État dans l'oléoduc et à l'IDA des deux crédits connexes accordés pour le renforcement des capacités (environ 31 milliards de francs CFA au total).

2. La gestion de la dette du Tchad suit le cadre adopté en mars 2007 par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) dont le Tchad est membre.¹⁹ Dans ce contexte, la capacité de gestion de la dette du Tchad a été considérablement renforcée. Un nouveau logiciel installé en 2008 permet d'intégrer la dette intérieure et la dette extérieure. Il sera aussi utilisé pour publier un nouveau bulletin statistique et la Direction de la dette est en train d'élaborer son propre site Internet. À partir de 2009, pour permettre une meilleure maîtrise des arriérés comptables du Trésor, toutes les factures impayées à la fin de la période complémentaire de l'exercice budgétaire seront officiellement classées comme dettes et transférées à la Direction de la dette.

Allègement de la dette extérieure—initiative PPTE et IADM

3. Le Tchad remplit les conditions requises pour bénéficier de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Le point de décision a été atteint le 24 mai 2001 et l'allègement de dette au titre de cette initiative a été estimé à 170 millions de dollars EU en 2001 en valeur actuelle (dont 68 millions de dollars par l'IDA et 18 millions de dollars par le FMI). Une partie devait être fournie sous forme d'allègement intérimaire et le reliquat au point d'achèvement. Les créanciers qui apportent un allègement intérimaire au Tchad sont l'IDA, le FMI, la BAD, le Club de Paris et d'autres créanciers bilatéraux. Cependant, au cours des sept dernières années, la plupart de ces créanciers ont atteint les limites de leur allègement intérimaire (le FMI en 2005, la BAD en 2006 et l'IDA en 2007).²⁰

4. Les performances macroéconomiques et des obstacles politiques ont jusqu'ici empêché le Tchad d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE. En particulier, le

¹⁹ Pour en trouver un exemplaire, rechercher «CEMAC Reglement No. 12/07-UEAC-186-CM-15» sur Internet.

²⁰ Le FMI, l'IDA et la BAD ont fourni près de 40 milliards de francs CFA d'aide intérimaire dans le cadre de l'initiative PPTE.

principal obstacle a été l'incapacité du Tchad de respecter les objectifs budgétaires convenus et d'appliquer de façon satisfaisante un programme appuyé par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) du FMI, ce qui constituait une condition déterminante de l'atteinte du point d'achèvement. Le programme FRPC signé en 2005 a expiré en 2008 sans qu'aucune revue n'ait été conclue. Les efforts déployés par la suite, en 2008, pour établir de bons antécédents de politique économique grâce à un programme de référence en vue d'un nouveau programme FRPC n'ont pas abouti en raison de nouveaux dérapages budgétaires. La date du point d'achèvement dépendra des progrès qu'accompliront les autorités pour conclure un nouvel accord FRPC et de l'obtention de résultats satisfaisants dans un tel programme. En outre, l'atteinte du point d'achèvement requiert une année de mise en œuvre satisfaisante du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ainsi que la réalisation de plusieurs conditions pour l'atteinte du point d'achèvement flottant dans le domaine de la gouvernance et dans cinq secteurs prioritaires.²¹ Le gouvernement du Tchad a adopté un nouveau DSRP en avril 2008.

²¹ Voir l'encadré 11 de la page 30 du document (en anglais) sur le point de décision en date du 4 mai 2001, que l'on peut trouver dans la partie du site Internet du FMI, www.imf.org, consacrée au Tchad.

Tableau texte 1. Tchad: Evolution récente de la dette, 2001-08
(milliards de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Stock de la dette								
Total général	794.7	786.6	736.9	797.2	898.9	896.2	794.0	745.2
(pourcentage du PIB)	63.4	56.8	46.3	34.2	29.0	27.2	23.6	19.9
Institutions multilatérales	678.1	687.7	652.5	715.3	810.2	805.5	718.6	
FMI	65.3	67.3	57.0	47.7	47.5	37.4	25.4	
Banque mondiale/IDA	380.6	398.3	394.0	444.5	507.8	486.1	453.4	
Banque africaine de développement/FAD	182.8	169.8	159.9	168.5	179.8	205.8	173.7	
BEI	3.9	7.9	7.3	13.0	13.0	12.4	9.9	
Autres	45.5	44.4	34.2	41.6	62.0	63.8	56.2	
Créanciers bilatéraux	116.2	98.6	84.1	81.9	88.8	90.7	75.4	
Dette publique Club de Paris	30.2	25.8	24.0	25.2	24.3	23.2	23.6	
Avant date butoir	25.0	21.0	20.3	21.7	21.4	20.9	21.9	
<i>dont:</i> France	21.0	17.4	16.8	17.3	17.6	17.4	18.5	
Italie	3.3	2.8	2.8	2.7	3.1	2.8	2.7	
Après date butoir	5.2	4.9	3.7	3.5	2.9	2.3	1.7	
<i>dont:</i> Espagne	4.2	4.1	3.0	2.8	2.1	1.6	1.1	
Dette publique hors Club de Paris	86.1	72.7	60.1	56.7	64.4	67.5	51.8	
<i>dont:</i> Chine, République populaire	28.6	25.4	22.0	13.6	15.4	13.9	-	
Taïwan, province chinoise	29.2	25.0	20.8	19.2	20.8	16.2	15.0	
Arabie saoudite	10.4	9.3	6.2	15.2	16.9	14.4	11.4	
Koweït	15.3	12.9	11.0	8.6	11.2	11.7	10.8	
Autres créanciers	0.4	0.4	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	
Décassements de dette								
Total général	45.0	83.6	52.8	96.7	64.9	67.9	23.5	
Institutions multilatérales	44.6	83.6	52.8	94.2	63.5	59.6	17.9	
FMI	12.8	12.2	0.0	0.0	3.3	0.0	0.0	
Banque mondiale/IDA	17.8	57.1	42.1	60.9	33.1	14.0	6.5	
Banque africaine de développement/FAD	5.6	3.6	9.3	17.1	12.5	38.6	6.4	
BEI	0.0	4.0	0.0	6.7	0.0	0.0	0.0	
Autres	8.4	6.6	1.3	9.5	14.5	7.0	4.9	
Créanciers bilatéraux et commerciaux	0.4	0.0	0.0	2.5	1.4	8.3	5.6	
Dette officielle Club de Paris	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Dette officielle hors Club de Paris	0.4	0.0	0.0	2.5	1.4	8.3	5.6	
Autres créanciers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Service de la dette								
Total principal	10.1	17.5	20.8	17.4	22.0	27.4	19.5	55.9
Institutions multilatérales	8.2	15.4	14.9	15.3	18.5	23.1	16.8	52.0
IDA	3.5	4.2	4.0	3.3	3.1	7.4	4.2	6.7
BIRD	0.0	0.0	0.0	0.0	1.3	0.0	0.0	34.2
FMI	2.4	4.9	4.4	7.8	7.4	9.5	6.7	3.2
BAD	0.8	2.1	2.0	2.0	3.1	2.7	2.6	3.2
Autres	1.5	4.2	4.5	2.1	3.6	3.6	3.3	4.7
Créanciers bilatéraux et commerciaux	1.9	2.0	6.0	2.0	3.5	4.2	2.6	3.9
Dette officielle Club de Paris	0.2	0.5	2.8	0.3	0.8	0.8	0.7	0.7
Dette officielle hors Club de Paris	0.3	0.5	1.4	1.3	2.2	3.4	1.9	3.2
Autres créanciers	1.4	1.0	1.7	0.4	0.5	-	-	-
Total intérêts	4.5	7.8	10.1	6.8	8.2	9.5	7.6	9.8
Institutions multilatérales	3.6	5.9	5.8	5.7	6.6	7.6	5.6	7.2
IDA	2.3	2.9	2.9	3.0	2.8	4.4	2.5	3.4
FMI	0.3	0.3	0.2	0.4	0.3	0.3	0.1	0.1
BAD	0.5	1.8	1.5	1.5	1.8	1.8	1.1	1.5
Autres	0.5	0.9	1.3	0.8	1.8	1.2	1.8	2.3
Créanciers bilatéraux et commerciaux	0.9	2.0	4.2	1.0	1.6	1.8	2.0	2.6
Dette publique Club de Paris	0.1	0.1	2.8	0.5	0.4	1.6	0.4	1.5
Dette publique hors Club de Paris	0.7	1.7	1.4	0.5	1.1	0.3	1.6	1.1
Autres créanciers	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Source: Autorités tchadiennes.

5. Une fois atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE, le Tchad pourrait aussi bénéficier d'un allègement de dette au titre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Cet allègement couvrirait la totalité de l'encours de la dette due aux trois créanciers multilatéraux, à savoir l'IDA, le FMI et le Fonds africain de développement (FAD), qui subsisterait à la date du point d'achèvement au titre des décaissements effectués avant fin 2004 pour le FMI et le FAD et avant fin 2003 pour l'IDA. Pour le Tchad, l'allègement de dette au titre de l'IADM serait équivalent approximativement à 1 milliard de dollars EU en termes nominaux sur 45 ans ou 567 millions de dollars fin 2006 en valeur actuelle nette.

Dettes publiques intérieures

6. Le Tchad n'a aucun instrument de dette publique intérieure. Le projet de la CEMAC de créer un marché des titres publics tarde à se concrétiser. Cependant, le Tchad a un stock de dette intérieure résultant d'arriérés antérieurs. En se fondant sur les travaux de plusieurs commissions sur la dette publique, un auditeur indépendant a identifié en 2006 des créances d'une valeur de 142 milliards de francs CFA (4,6 % du PIB) à la fin de 2005, qui étaient exigibles immédiatement ou sous réserve d'une vérification plus poussée. Cette dette se répartit en trois catégories : les arriérés comptables au titre de l'exercice en cours ou des exercices antérieurs, les dettes conventionnées et les engagements juridiques (voir tableau 2 du texte).

7. Depuis 2005, les remboursements ont réduit la dette publique intérieure même si de nouvelles dettes se sont rajoutées. La totalité de la dette intérieure est libellée en monnaie nationale. Seule une petite partie de la dette conventionnée produit des intérêts. Les autorités voient dans le règlement de tous les arriérés et dettes avérés l'occasion de rehausser la réputation de solvabilité de l'Etat et de renforcer la confiance du secteur privé. Un plan de remboursement partiel de la dette intérieure, qui prévoit le paiement de 40 milliards de francs CFA entre 2008 et 2010, a été adopté en avril 2008. En juillet 2008, une commission publique a commencé à actualiser l'encours de la dette à fin 2007 et à achever les vérifications nécessaires pour permettre au gouvernement d'adopter un plan définitif d'apurement des arriérés et de règlement de la dette intérieure au début de 2009. Aucune garantie de dette publique n'est enregistrée à la Direction de la dette.

Tableau texte 2. Tchad: Stock de la dette publique intérieure, 2005-08

	2005	2006	2007	2008
(milliards de FCFA)				
Arriérés comptables	34.1	24.8	22.3	1.3
Dettes conventionnées	69.4	71.8	52.4	33.7
Engagements juridiques	38.6	31.3	24.5	24.5
Total	142.2	127.9	99.2	59.4
(pourcentage du PIB)				
Total	4.6	3.9	3.0	1.6

Source: Autorités tchadiennes.

II. HYPOTHÈSES DE BASE DE L'AVD

8. Au cours de la période de 20 ans couverte par l'AVD, les résultats macroéconomiques du Tchad seront grandement influencés par le déclin des ressources pétrolières actuelles et les mesures qui seront prises pour en gérer les conséquences économiques. Les hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent le scénario de référence sont résumées au tableau 3 ci-après.

Tableau texte 3. Tchad: Hypothèses macroéconomiques pour l'AVD de référence 2008-2028

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008-2013 Moyenne	2014-2028 Moyenne
(croissance en pourcentage, sauf indication contraire)											
Secteur réel											
PIB prix constants	7.9	0.2	0.2	-0.4	3.6	3.5	3.6	2.7	2.5	2.6	3.8
Hors pétrole	11.0	4.7	3.1	3.2	5.0	4.7	4.7	4.7	4.7	4.5	4.8
Secteur pétrolier	1.5	-10.5	-7.7	-11.6	-1.5	-1.2	-1.0	-6.1	-8.1	-4.9	-8.1
Production de brut (millions de barils)	62.9	56.7	52.4	46.5	45.6	45.6	45.6	43.3	39.8	44.4	19.3
Cours de référence du brut (US\$/baril)	53.4	64.3	71.1	97.0	50.0	60.0	64.8	67.0	68.8	67.9	86.8
Inflation (pourcentage, déflateur du PIB)	23.1	6.2	1.8	11.9	-19.0	7.5	3.8	1.9	1.2	1.2	2.3
(pourcentage du PIB, sauf indication contraire)											
Balance des paiements											
Solde des transactions courantes	-17.4	2.4	-9.0	-10.5	-10.9	-19.7	-8.6	-8.8	-7.8	-11.0	-10.0
Importations de biens et de services	-48.6	-51.5	-52.2	-48.8	-51.0	-47.2	-46.7	-45.1	-44.1	-47.2	-35.6
Exportations de biens et de services	55.5	56.4	54.8	54.7	33.9	36.5	36.9	36.0	29.6	37.9	21.5
<i>dont</i> : exportations de pétrole	46.2	47.1	45.6	45.9	23.0	26.1	26.6	25.5	18.9	27.6	8.8
Revenus nets des facteurs	-9.8	-18.3	-17.1	-19.9	-7.9	-2.7	-3.3	-3.4	-2.3	-6.6	-0.6
Transferts courants	5.3	4.4	4.0	3.2	5.3	4.7	4.3	4.7	4.8	4.5	4.9
Volume d'importation (pourcentage de variation)	-13.7	-21.7	0.2	-3.6	-1.5	1.8	3.1	3.1	2.9	1.0	-1.6
Volume d'exportation (pourcentage de variation)	231.6	-0.7	-12.3	-8.2	-13.3	4.1	0.4	0.7	-5.0	-3.6	2.4
(pourcentage du PIB, sauf indication contraire)											
Finances publiques											
Recettes du secteur public (dons compris)	12.7	18.8	24.2	29.4	11.3	15.6	16.9	18.1	17.4	18.1	18.3
<i>dont</i> : recettes pétrolières	4.6	12.2	16.8	22.6	3.2	6.7	7.8	8.0	6.6	9.1	2.7
Dépenses du secteur public	13.1	16.5	21.1	22.9	19.5	15.0	15.2	15.5	16.3	17.4	18.9
<i>dont</i> : charges d'intérêts	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.2	0.2	0.2	0.3	0.2
Déficit primaire	-4.1	0.0	1.3	4.7	-9.9	-1.6	-0.5	-0.1	-1.7	-1.5	-3.9
Déficit primaire hors pétrole (pourcent. PIB hors pétrole)	-5.2	-15.0	-22.0	-28.1	-14.4	-7.9	-7.9	-7.5	-7.4	-12.2	-4.0

Sources: Autorités tchadiennes et projections des services du FMI.

9. Le pétrole occupe une place déterminante dans les perspectives économiques du Tchad. Tandis que l'exploration se poursuit, les réserves pétrolières « prouvées »²² du pays n'ont pas changé depuis que la production a commencé au gisement de Doba. Par prudence, l'analyse n'intègre aucune nouvelle découverte. Les projections à long terme concernant la production de pétrole sont donc basées sur le déclin du gisement de Doba, la production annuelle tombant de 46 millions de barils en 2008 à 11 millions en 2028. Compte tenu de sa qualité, le pétrole tchadien se vend avec une décote de 10 à 15 dollars par baril par rapport aux prix de référence internationaux comme ceux du Brent. Pour le moyen terme, le scénario de référence repose sur l'hypothèse d'une évolution des prix de référence conforme aux dernières projections utilisées par le FMI pour les *Perspectives de l'économie mondiale* ; pour le long terme, le scénario de référence suppose que les prix du pétrole en termes réels tendront vers le cours atteint en 2006, à savoir environ 60 dollars le baril.²³ Pour les exercices en fin de période, les recettes pétrolières—la part revenant à l'État—sont fixées par hypothèse à 50 % des recettes pétrolières brutes.

10. Il est supposé que, à mesure que la production de pétrole diminuera, la croissance réelle hors secteur pétrolier se situera autour de 4 à 5 %, ce qui se traduira par une croissance globale du PIB de l'ordre de 3 à 4 %. Cette diversification économique aura bénéficié de la hausse de la productivité grâce aux investissements en capital humain et en infrastructures financés par les recettes pétrolières. Elle suppose aussi une amélioration générale du climat des affaires dans le secteur privé. La balance des paiements reflète ces évolutions, les exportations non pétrolières se substituant peu à peu aux exportations pétrolières en déclin.

11. La politique budgétaire proposée face à la baisse des recettes pétrolières conjugue ajustement—diminution des dépenses—et financement—augmentation des recettes par l'élargissement de l'assiette fiscale aux secteurs non pétroliers en expansion et le ciblage d'un déficit primaire hors pétrole inférieur à 4% du PIB hors pétrole qui, d'après l'analyse du revenu permanent, serait viable. Il est de loin préférable que cet ajustement s'opère par une politique budgétaire prospective sur le moyen terme, conforme aux objectifs du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté. Sinon, un ajustement plus coûteux sera imposé par la baisse inévitable des recettes pétrolières conjuguée à l'absence d'autres possibilités de financement.

²² Les réserves prouvées sont les quantités de pétrole dont on peut raisonnablement estimer, après analyse des données géologiques et d'ingénierie, qu'elles sont commercialement exploitables à compter d'une certaine date et à partir des gisements connus, compte tenu des conditions économiques, des méthodes d'exploitation et de la réglementation actuelles.

²³ Ceci est le prix que devrait atteindre le pétrole dans 20 ans, d'après les projections dont fait état l'Agence internationale de l'énergie dans son rapport de 2007 sur les perspectives énergétiques mondiales (*World Energy Outlook 2007*).

12. Le scénario de référence suppose aussi que le Tchad, actuellement l'un des 10 pays les plus pauvres au monde, continuera à bénéficier de l'aide de l'IDA pendant la période de projection. Il devrait donc continuer de recevoir une aide financière extérieure sous forme de dons et de prêts concessionnels pour le financement de projets et de programmes. Présentement, le montant des dons et des prêts est exceptionnellement faible : en pourcentage du PIB, il n'atteignait en 2007 que la moitié de son niveau de 2004. À mesure que les recettes pétrolières diminueront et que le Tchad améliorera sa gouvernance et ses relations avec les partenaires au développement, ce niveau devrait augmenter quelque peu. On suppose que 70 % des nouveaux emprunts comportent un élément don d'environ 60 % (conditions IDA) et 30 % un élément don de 35 %. Les dons et prêts concessionnels auront pour effet combiné de porter le financement en équivalent-dons à 3,6 % du PIB pendant les dernières années de la période considérée. Après le règlement d'ici à 2010 de la dette intérieure à court terme, une légère accumulation de nouveaux emprunts est projetée, conformément au projet de la CEMAC de stimuler l'émission de titres publics. En l'absence d'accord FRPC, aucune date n'a été fixée pour le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE ; par conséquent, le scénario de référence ne prend pas en compte l'éventualité d'un allègement de dette.

III. ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE EXTÉRIEURE

A. Scénario de référence

13. Habituellement, l'analyse de viabilité de la dette appliquée aux pays à faible revenu (PFR) consiste à évaluer les indicateurs de la dette extérieure par référence à des seuils sensibles à l'action des pouvoirs publics, car les observations empiriques montrent que les niveaux d'endettement supportables par les PFR sont d'autant plus élevés que leurs politiques et leurs institutions sont de bonne qualité. La performance du pays est ainsi classée bonne, moyenne ou médiocre en utilisant l'indice EPIN (Évaluation de la politique et des institutions nationales) établi par la Banque mondiale. L'indice EPIN pour le Tchad est très bas, avec une moyenne de 2,77 pour la période 2005-07, ce qui le place dans la catégorie des pays à « performance médiocre ». De plus, l'indice EPIN du Tchad a baissé de 2,9 en 2005 à 2,6 en 2007.²⁴ Les seuils correspondants ainsi que la performance du Tchad dans le scénario de référence sont indiqués au tableau 4 ci-après ; les ratios d'endettement sont calculés en valeur actuelle (VA). Dans le scénario de référence, les indicateurs de la dette publique et à garantie publique sont toujours inférieurs aux seuils, avec une marge confortable. En outre, les ratios sont soit stables, soit en diminution, ce qui tend à indiquer que les perspectives sont favorables.

²⁴ Pour plus d'informations sur la méthodologie EPIN et ses résultats, voir <http://go.worldbank.org/AL5SDP3T90>.

Tableau texte 4. Tchad: Seuils de "résultats médiocres" et indicateurs d'endettement extérieur

	Seuils de résultats médiocres	Tchad selon scénario de référence			
		2007	2008-28 1/	Niveau maximum	Année maximum
Pourcentage de la VAN de la dette extérieure par rapport à					
PIB	30	17	12	17	2009
Exportations	100	32	47	57	2020
Recettes	200	76	77	151	2009
Pourcentage du service de la dette extérieure par rapport à					
Exportations	15	2	3	4	2017
Recettes	25	4	6	12	2009

1/ Moyenne simple.

B. Autres scénarios et tests de résistance

14. Dans l'AVD des PFR, les projections du scénario de référence concernant la dette extérieure sont soumises à plusieurs tests de résistance standard, à savoir deux autres scénarios et six tests à bornes (voir tableau 2a). Les différents panneaux du graphique 1 illustrent le comportement des ratios dans le scénario de référence et dans les tests de résistance les plus extrêmes par rapport aux seuils. Dans le scénario « historique », les principales variables restent à leurs moyennes historiques. Dans le cas du Tchad, cela implique que les déficits courants élevés enregistrés dans le passé, en raison des importations du secteur pétrolier, perdurent, en étant financés essentiellement par des entrées massives d'investissements directs étrangers mais en provoquant quand même une accumulation de dette. Ainsi, au panneau c du graphique 1, le ratio historique franchit le seuil défini en fonction des résultats. Étant donné que le creusement des déficits courants pourrait être provoqué par plusieurs facteurs, notamment une baisse des prix du pétrole, ce scénario met en évidence la sensibilité du scénario de référence aux chocs de balance des paiements.

15. Cinq des six tests à bornes standard comportent l'application d'un choc aux principales variables pendant les deux premières années de la période de projection, sous forme d'un écart-type en dessous de leur moyenne historique. Le sixième test postule une dépréciation de 30 % pendant la première année uniquement. Les différents panneaux montrent le test qui produit le résultat le plus extrême, c'est-à-dire le ratio le plus élevé, en 2018. Dans deux cas (panneaux c et e), il s'agit du test « croissance des exportations » et dans trois cas (panneaux b, d et f), du test « dépréciation ». Pour deux des cinq ratios, les tests à bornes extrêmes franchissent les seuils (panneaux c et d). Dans le cas de la VA du ratio dette/exportations qui ressort du test « croissance des exportations », cela reflète la volatilité historiquement prononcée des exportations du Tchad due au démarrage de la production

pétrolière en 2003. Ce test postule une croissance des exportations inférieure de 40 % en 2009 et 2010. Ce choc est sévère mais il n'est pas impossible compte tenu de l'extrême volatilité des prix du pétrole à laquelle est exposé le Tchad (par exemple, le prix du pétrole tchadien à la fin de 2008 était inférieur de 60 % au prix record de juillet 2008).

IV. ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE

A. Scénario de référence

16. La totalité de la dette extérieure du Tchad est publique, tandis que la dette publique intérieure est relativement peu élevée. Le scénario de référence suppose le remboursement du stock actuel de la dette intérieure d'ici à 2010, puis une légère accumulation de dette intérieure (5 milliards de francs CFA par an) pendant la période de projection à mesure que le marché des titres publics se mettra en place. La croissance des recettes non pétrolières compense la perte de recettes pétrolières. Sur la base de ces hypothèses, l'analyse de viabilité de la dette publique dans le scénario de référence confirme dans l'ensemble la conclusion de l'analyse précédente selon laquelle les perspectives du Tchad en matière d'endettement sont favorables (voir graphique 2). Les trois ratios culminent en 2009 sous l'effet de la baisse brutale des recettes, puis diminuent légèrement de façon régulière pendant le reste de la période de projection.

B. Autres scénarios et tests de résistance

17. Dans l'AVD des PFR, les projections de la dette publique dans le scénario de référence sont soumises à trois autres scénarios et à cinq tests à bornes (voir tableau 2b). Le graphique 2 compare les ratios qui ressortent de ces scénarios au scénario de référence. Comme pour la dette extérieure, le scénario « historique » fixe les principales variables à leurs moyennes historiques. Selon ce scénario, le Tchad enregistre des déficits primaires au cours de la période de projection, ce qui produit un endettement additionnel, et non des excédents comme dans le scénario de référence.²⁵ Il en résulte une nette détérioration des trois ratios sur le long terme par rapport au scénario de référence. Le scénario « historique » permet d'apprécier la sensibilité du scénario de référence à l'hypothèse d'une compensation de la baisse des recettes pétrolières par une augmentation des recettes non pétrolières. Dans le scénario « solde primaire constant », le niveau exceptionnel de l'excédent primaire de 2008 se maintient et, ainsi, la totalité de la dette est remboursée rapidement.

18. Le test à bornes le plus extrême est le test « faible croissance du PIB à long terme », qui suppose une faible croissance du PIB réel pendant toute la période de projection. Pour la

²⁵ Le scénario de référence prévoit des *excédents* primaires de 1,5 % du PIB de 2008 à 2013, grâce aux recettes pétrolières, tandis que le scénario « historique » suppose des *déficits* de 1,1 % du PIB pour la même période. Au tableau 2b, un chiffre négatif à la rubrique « déficit primaire » désigne un excédent.

période 2009-28, cela correspond à un taux de croissance moyen de 1,4 %, contre 3,6 % dans le scénario de référence. Dans ce test, les trois ratios s'écartent rapidement de leurs niveaux dans le scénario de référence, la VA du ratio dette/PIB atteignant 100 % pendant les dernières années de la période considérée. En fait, le taux de 1,4 % est assez proche du taux de croissance globale du PIB réel qui serait enregistré si la croissance du PIB non pétrolier ne passait pas à 4,8 %, comme le suppose le scénario de référence, mais restait à 3,6 %, c'est-à-dire au taux enregistré de 1988 à 1997, décennie qui a précédé le développement du secteur pétrolier. Ce faible taux de croissance du PIB non pétrolier, conjugué à la baisse du PIB pétrolier, se traduirait par une croissance globale du PIB réel 1,3 % par an en moyenne pendant la période 2009-28. Ainsi, les tendances préoccupantes illustrées par ce test à bornes mettent en évidence la sensibilité du scénario de référence à l'hypothèse sur la croissance du PIB non pétrolier.

V. RISQUE DE SURENDETTEMENT ET CONCLUSIONS

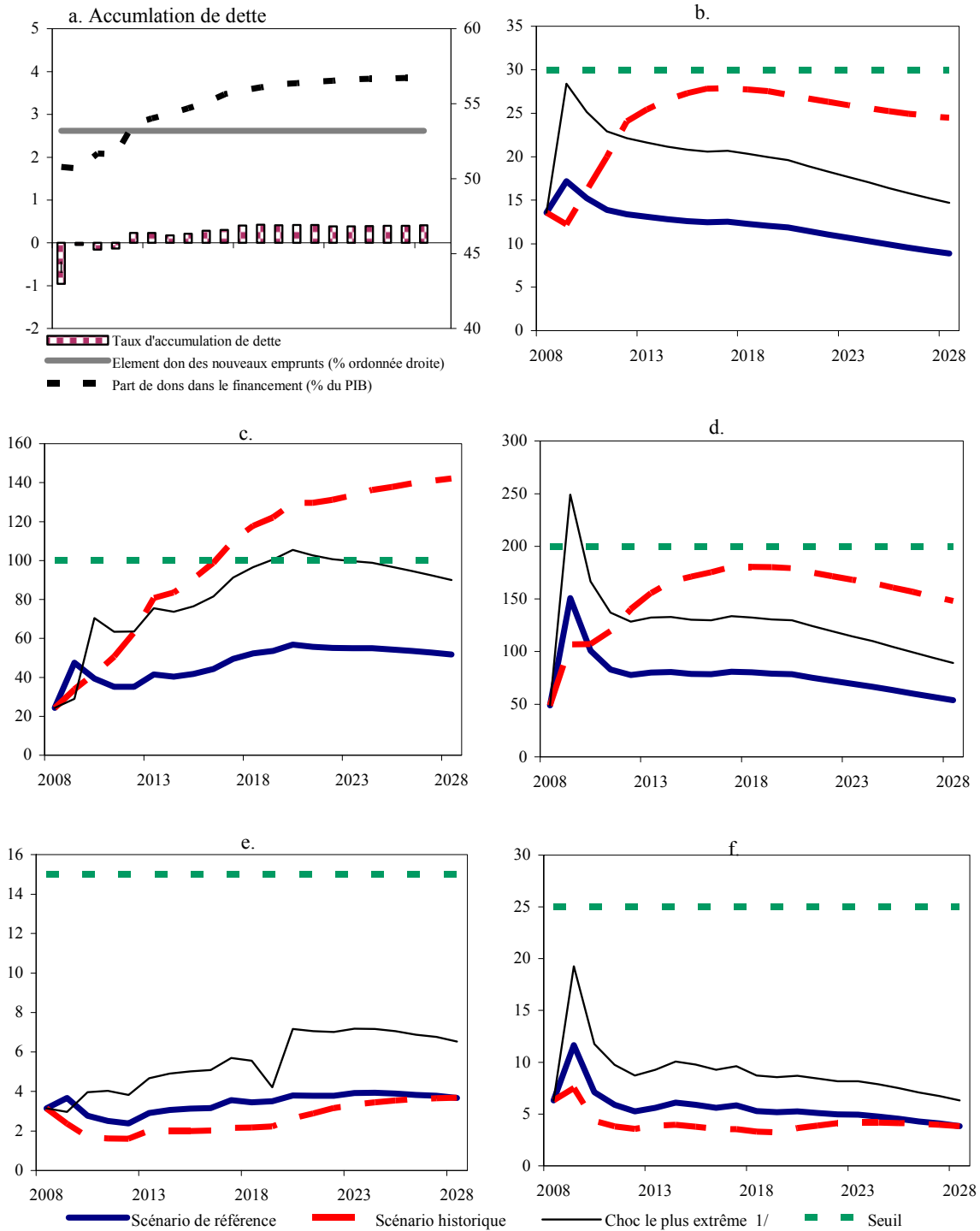
19. De l'avis des services du FMI et de la Banque mondiale, compte tenu des indicateurs de l'endettement extérieur, le risque de surendettement du Tchad devrait être considéré comme modéré. L'inclusion de la dette intérieure ne modifie pas l'évaluation du risque de surendettement du Tchad. Cette appréciation de « risque modéré » se justifie par le fait que, si le scénario de référence ne laisse pas entrevoir un franchissement des seuils, ce n'est pas le cas du scénario « historique » et de deux des tests à bornes. Cette appréciation est justifiée en outre par le fait que la conduite de la politique économique et la gestion de la dette constituent des risques importants pour le scénario de référence.

20. Cette évaluation de la situation du Tchad en matière d'endettement est une amélioration par rapport à celle de 2006. À l'époque, les perspectives du Tchad dans ce domaine avaient été jugées précaires et le risque de surendettement élevé. L'amélioration s'explique par une gestion prudente de la dette et des perspectives plus favorables pour la balance des paiements.

21. Un risque important mis en évidence par l'AVD est qu'un choc émanant du secteur extérieur pourrait fort bien faire passer les ratios au-delà du seuil. Mais le risque à long terme le plus important ressortant de l'AVD est probablement que la croissance du PIB non pétrolier stagne au faible niveau enregistré avant le début de l'ère pétrolière. Pour les autorités, le défi consiste à utiliser les recettes pétrolières de façon efficace pour accroître la capacité productive de l'économie, par des investissements efficaces en capital humain et en infrastructures, accompagnés de réformes structurelles visant à améliorer la gouvernance et le climat des affaires. Si les autorités échouent dans cette tâche, cela invaliderait la stratégie sur laquelle se fonde le scénario de référence, à savoir celle d'une compensation de la baisse des recettes d'exportation pétrolière par une augmentation des exportations non pétrolières, et de la diminution des recettes pétrolières de l'État par un accroissement de ses recettes non pétrolières.

22. Au moment de la réalisation de l'AVD de 2008, il existe un risque considérable que la discipline budgétaire ne réussisse pas à s'imposer à court terme, ce qui pourrait entraîner l'accumulation de nouveaux arriérés de paiement intérieurs. Un autre risque est que les autorités soient tentées de contracter des dettes élevées pour la réalisation de projets pétroliers, dettes qui pourraient être garanties par les recettes pétrolières futures et assorties de conditions non concessionnelles. D'un autre côté, les perspectives du Tchad en matière d'endettement pourraient s'améliorer si l'exploration en cours aboutissait à la découverte de nouveaux gisements pétroliers ou miniers importants. Enfin, si le pays atteignait le point d'achèvement de l'initiative PPTE, la viabilité de la dette serait garantie même dans des conditions plus défavorables.

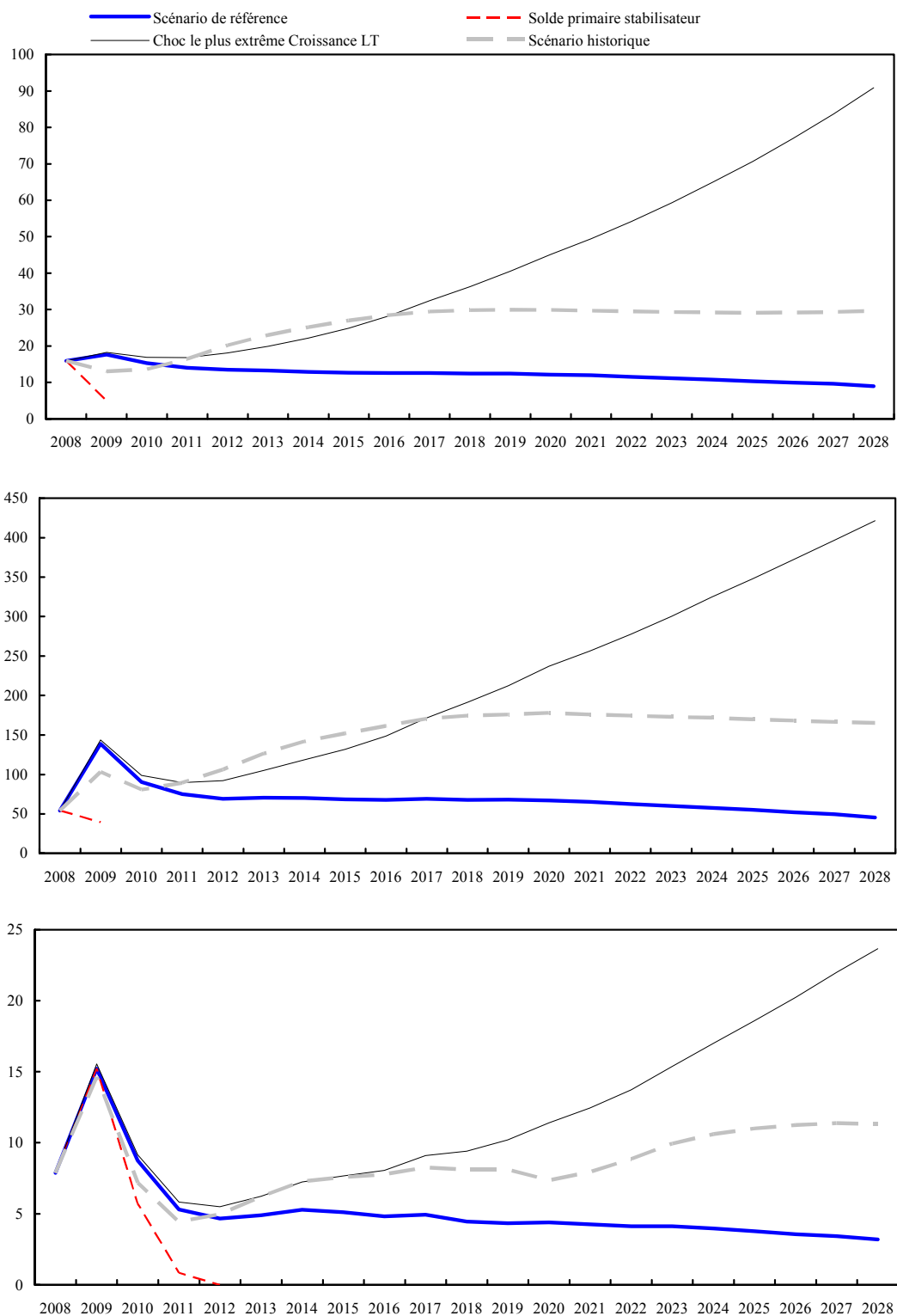
Graphique 1. Tchad : Indicateurs de dette publique contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2008-2028 1/



Source: Projections et simulations des services du FMI.

1/Le test de vulnérabilité le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2018. Au graphique b il correspond à un choc de dépréciation ponctuelle. Au graphique c il correspond à un choc d'exportation. Au graphique d il correspond à un choc de dépréciation ponctuelle. Au graphique e il correspond à un choc d'exportation. Au graphique f il correspond à un choc de dépréciation ponctuelle.

Graphique 2. Tchad : Indicateurs d'endettement public selon divers scénarios, 2008-2028 1/



Sources : autorités nationales et projections et estimations des services du FMI.

1/ Le test de vulnérabilité le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2018.

2/ Les recettes comprennent les dons.

Tableau 1a.Tchad: Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2005-2028 1/
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Chiffres effectifs			Moyenne historique	Écart type 6/	Projections								Moyenne 2014-28	
	2005	2006	2007			2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2008-13	2018		2028
Dette extérieure (nominale) 1/	30.5	25.9	22.2			20.7	23.6	20.6	18.6	17.9	17.6		17.1	13.7	
dont dette contractée ou garantie par l'État (CGE)	30.5	25.9	22.2			20.7	23.6	20.6	18.6	17.9	17.6		17.1	13.7	
Variation de la dette extérieure	-1.2	-4.6	-3.6			-1.6	3.0	-3.0	-2.1	-0.6	-0.3		-0.2	-0.3	
Flux générateurs d'endettement net identifiés	-8.6	-3.5	-2.2			-4.6	6.6	-3.0	-3.8	-4.4	0.1		2.4	3.1	
Déficit du solde extérieur courant hors intérêts	-2.6	8.7	10.3	25.8	29.5	9.4	16.8	7.2	6.7	5.9	10.1		10.0	7.9	9.2
Déficit de la balance des biens et des services	-6.9	-4.9	-2.6			-7.2	14.5	8.3	6.5	5.9	11.5		13.8	12.5	
Exportations	55.5	56.4	54.8			56.0	36.2	38.7	39.5	38.2	31.5		23.5	17.2	
Importations	48.6	51.5	52.2			48.8	50.6	47.0	46.0	44.2	43.1		37.4	29.8	
Transferts courants nets (négalif = entrée)	-5.3	-4.4	-4.0	-4.2	0.7	-3.2	-5.1	-4.5	-4.1	-4.3	-4.4		-4.9	-4.4	-4.7
dont officiels	-3.5	-2.9	-2.5			-1.9	-2.8	-2.7	-2.5	-2.9	-2.9		-3.4	-3.6	
Autres flux du compte extérieur courant (négalif = entrée n)	9.6	18.0	16.9			19.7	7.4	3.4	4.3	4.3	2.9		1.1	-0.3	
IDE net (négalif= entrée)	1.7	-10.4	-10.1	-14.0	14.9	-14.3	-9.6	-9.7	-10.0	-10.0	-9.8		-7.2	-4.3	-6.4
Dynamique endogène de la dette 2/	-7.6	-1.7	-2.4			0.3	-0.6	-0.5	-0.5	-0.3	-0.2		-0.4	-0.5	
Contribution du taux d'intérêt nominal	0.2	0.3	0.2			0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2		0.2	0.1	
Contribution de la croissance du PIB réel	-1.9	0.0	0.0			0.1	-0.9	-0.7	-0.7	-0.5	-0.4		-0.6	-0.6	
Contribution des variations des prix et des taux de change	-6.0	-2.0	-2.6			...	...	...	...	...	...		...	...
Résiduel (3-4) 3/	7.4	-1.1	-1.4			3.0	-3.6	0.0	1.7	3.8	-0.4		-2.6	-3.4	
dont financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
VA de la dette extérieure 4/	...	...	17.2			13.6	17.2	15.2	13.9	13.4	13.1		12.3	8.9	
en pourcentage des exportations	...	...	31.5			24.2	47.5	39.3	35.1	35.0	41.5		52.3	51.7	
VA de la dette extérieure CGE	...	...	17.2			13.6	17.2	15.2	13.9	13.4	13.1		12.3	8.9	
en pourcentage des exportations	...	...	31.5			24.2	47.5	39.3	35.1	35.0	41.5		52.3	51.7	
en pourcentage des recettes publiques	...	...	75.7			48.8	150.7	100.9	82.9	77.9	80.1		80.2	53.8	
Ratio service de la dette/exportations (%)	1.8	2.0	1.5			3.1	3.7	2.8	2.5	2.4	2.9		3.5	3.7	
Ratio service dette CGE/exportations (%)	1.8	2.0	1.5			3.1	3.7	2.8	2.5	2.4	2.9		3.5	3.7	
Ratio service dette CGE/recettes (%)	10.4	6.6	3.5			6.3	11.7	7.1	5.9	5.3	5.6		5.3	3.8	
Total besoins bruts de financement (milliards \$ E.U.)	0.0	0.0	0.1			-0.3	0.6	-0.1	-0.2	-0.3	0.1		0.4	0.9	
Déficit compte courant hors intérêts qui stabilise ratio d'endetterr	-1.4	13.3	13.9			10.9	13.8	10.1	8.8	6.5	10.4		10.2	8.2	
Principales hypothèses macroéconomiques															
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	7.9	0.2	0.2	8.2	10.5	-0.4	3.5	3.5	3.6	2.7	2.5	2.6	3.5	4.7	3.8
Déflateur du PIB en dollars E.U. (variation en pourcentage)	23.3	7.0	11.1	8.4	11.6	20.5	-24.1	8.1	5.0	2.6	1.4	2.3	1.5	3.3	2.1
Taux d'intérêt effectif (%) 5/	1.0	1.1	0.9	1.0	0.3	1.3	1.3	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	1.0	1.0	1.0
Croissance des exportations de B&S (valeur \$ E.U., en %)	43.8	8.9	8.0	45.5	85.7	22.7	-49.2	19.8	11.0	2.0	-14.2	-1.3	-2.4	6.4	1.8
Croissance des importations de B&S (valeur \$ E.U., en %)	7.3	13.5	12.8	30.3	53.3	12.3	-18.5	3.9	6.4	1.1	1.4	1.1	1.8	6.3	3.4
Élément de don des nouveaux emprunts du secteur public (%)	...	...	...	...	...	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2
Recettes publiques (hors dons, en % du PIB)	9.4	16.9	22.8			27.8	11.4	15.1	16.7	17.2	16.4		15.4	16.6	15.7
Flux d'aide (milliards \$ E.U.) 7/	0.2	0.1	0.1			0.2	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3		0.4	0.9	
dont : dons	0.2	0.1	0.1			0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2		0.3	0.7	
dont : prêts concessionnels	0.0	0.0	0.0			0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1		0.1	0.3	
Financement équivalent dons (% du PIB) 8/	...	...	...			1.8	1.7	2.1	2.1	2.8	2.9		3.6	3.9	3.6
Financement équivalent dons (% du financement extérieur) 8/	...	...	...			88.2	81.1	92.7	92.7	85.5	85.5		85.5	86.9	86.0
Memorandum items:															
PIB nominal (millions \$ E.U.)	5.9	6.3	7.0			8.4	6.6	7.4	8.1	8.5	8.8		10.5	20.9	
Croissance nominale du PIB en dollars	33.1	7.2	11.3			20.0	-21.4	11.9	8.8	5.4	4.0	4.8	5.0	8.2	5.9
VA de la dette extérieure CGE	...	...	1.2			1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.2		1.3	1.9	
(VAT-VAT-1)/PIBT-1 (%)	...	...	...			-1.0	0.0	-0.2	-0.1	0.2	0.2		-0.1	0.4	0.4

Source: Simulations des services du FMI.

1/ Inclut la dette extérieure du secteur public et du secteur privé.

2/ Calculé selon la formule $[r - g - r(1+g)] / (1+g+gr)$ fois le ratio de la dette de la période précédente, avec r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et r = taux de croissance du déflateur du PIB en dol

3/ Inclut le financement exceptionnel (variations des arriérés et allègements de dette); les variations des avoirs extérieurs bruts; et les ajustements pour changements de valeur. Pour les projections comprend aussi la contribution des variations des prix et des taux de change.

4/ Repose sur l'hypothèse que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

5/ Paiements d'intérêts de l'année en cours divisés par l'encours de la dette de la période précédente.

6/ Les moyennes historiques et les écarts type sont en général calculés sur les dix dernières années, sous réserve de la disponibilité des données.

7/ Définis comme dons, prêts concessionnels et allègement de la dette.

8/ Le financement équivalent dons inclut les dons octroyés directement à l'État et par le biais des nouveaux emprunts (différence entre la valeur nominale et la VA de la dette nouvelle).

Tableau 1b. Tchad: Cadre de viabilité de la dette publique, scénario de référence, 2005-2028
(In percent of GDP, unless otherwise indicated)

	Chiffres effectifs			Moyenne	Écart type 5/	Estimations					Projections				
	2005	2006	2007			2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2008-13	2018	2028	Moyenne 2014-28
Dettes du secteur public 1/	33.8	28.8	24.5			21.6	24.1	20.8	18.7	18.1	17.7		17.2	13.7	
dont : libellée en devises	30.5	25.9	22.2			20.7	23.6	20.6	18.6	17.9	17.6		17.1	13.7	
Variation de la dette du secteur public	1.9	-5.0	-4.3			-2.9	2.5	-3.3	-2.1	-0.6	-0.4		-0.2	-0.3	
Flux générateurs d'endettement identifiés	-4.3	-6.4	-5.3			-6.5	11.2	-3.0	-4.2	-4.3	-2.8		0.3	-0.6	
Déficit primaire	-0.1	-2.8	-3.5	2.7	3.8	-6.8	7.3	-0.7	-2.7	-3.6	-2.3	-1.5	0.9	0.4	0.8
Recettes et dons	12.7	18.8	24.2			29.3	12.7	17.0	18.6	19.4	18.7		18.2	19.8	
dont : DONS	3.4	1.9	1.5			1.5	1.3	1.9	1.9	2.3	2.3		2.9	3.2	
Dépenses primaires (hors intérêts)	12.6	16.0	20.8			22.5	20.0	16.3	15.9	15.9	16.4		19.2	20.1	
Dynamique automatique de la dette	-4.3	-4.5	-2.6			-0.4	3.6	-2.3	-1.4	-0.7	-0.5		-0.7	-0.9	
Contribution de l'écart taux d'intérêt/croissance	-2.9	-0.7	-0.4			-0.3	-0.7	-1.0	-0.9	-0.7	-0.6		-0.8	-0.8	
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	-0.5	-0.7	-0.4			-0.4	0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2		-0.2	-0.1	
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-2.3	-0.1	-0.1			0.1	-0.7	-0.8	-0.7	-0.5	-0.4		-0.6	-0.6	
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	-1.5	-3.8	-2.2			-0.1	4.2	-1.3	-0.5	-0.1	0.1		...	...
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	0.1	0.9	0.7			0.7	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Produit des privatisations (négatif)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Comptabilisation d'engagements implicites ou imprévus	0.1	0.9	0.7			0.7	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Allègement de la dette (PPTe et autres)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Autres (à préciser, par exemple recapitalisation bancaire)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Résiduel, y compris variations des actifs	6.2	1.4	1.0			3.6	-8.8	-0.3	2.1	3.7	2.4		-0.4	0.2	
Autres indicateurs de viabilité															
VA de la dette du secteur public	3.3	2.9	18.4			15.9	17.6	15.3	14.0	13.5	13.2		12.4	8.9	
dont : libellée en devises	0.0	0.0	16.2			15.0	17.2	15.2	13.8	13.4	13.1		12.3	8.9	
dont : dette extérieure	...	...	16.2			15.0	17.2	15.2	13.8	13.4	13.1		12.3	8.9
VA des engagements conditionnels (non inclus dans la dette du secteur public)	...	...	...			...	...	...	...	...	...		...	...
Besoins de financement bruts 2/	1.1	-0.5	-1.8			-3.9	9.3	0.8	-1.8	-2.7	-1.4		1.7	1.0	
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes et dons (en pourcentage)	26.2	15.6	76.0			54.3	138.9	90.2	75.0	69.3	70.5		67.9	45.3	
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes (en pourcentage)	35.6	17.3	80.9			57.2	154.5	101.6	83.5	78.4	80.6		80.6	54.0	
dont : dette extérieure 3/	...	...	71.1			53.8	150.4	100.7	82.7	77.7	79.9		80.0	53.7
Ratio service de la dette/recettes et dons (en pourcentage) 4/	9.0	6.7	3.8			7.9	15.2	8.7	5.3	4.7	4.9		4.5	3.2	
Ratio service de la dette/recettes (en pourcentage) 4/	12.2	7.5	4.0			8.3	16.9	9.8	5.9	5.3	5.6		5.3	3.8	
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB	-2.0	2.2	0.9			-3.9	4.8	2.6	-0.7	-2.9	-2.0		1.1	0.7	
Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires															
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	7.9	0.2	0.2	8.4	11.1	-0.4	3.5	3.5	3.6	2.7	2.5	2.6	3.5	4.7	3.8
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage)	1.0	1.1	0.9	1.0	0.3	1.3	1.3	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	1.0	1.0	1.0
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	65.0	-1.4	2.1	7.7	23.5	-8.6	22.2	6.8
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + indique une dépréciation)	-5.1	-12.8	-8.5	-8.6	8.0	-0.5
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	23.1	6.2	1.8	6.0	8.8	12.0	-16.4	7.6	4.5	2.2	1.0	1.8	1.5	3.3	2.1
Croissance des dépenses primaires réelles (corrégée du déflateur du PIB, en %)	0.0	0.3	0.3	0.1	0.2	0.1	-0.1	-0.2	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1	0.0	0.1
Élément de don des nouveaux emprunts extérieurs (en pourcentage)	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	53.2	...

Sources : Autorités tchadiennes, et estimations et projections des services du FMI.

1/ Le secteur public est défini comme l'administration centrale et la dette est en base brute.

2/ Les besoins de financement bruts sont égaux au déficit primaire plus le service de la dette plus le stock de la dette à court terme à la fin de la période précédente.

3/ Recettes hors dons.

4/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et à long terme.

5/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les dix dernières années, sous réserve de la disponibilité des données.

Tableau 2a. Tchad: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2008-2028
(en pourcentage)

	Projections											
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2028
Ratio VA de la dette/PIB												
Scénario de référence	14	17	15	14	13	13	13	13	12	13	12	9
A. Scénarios alternatifs												
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2008-28 1/	14	12	16	20	24	25	27	27	28	28	28	24
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2008-28 2/	14	17	15	14	14	13	13	13	13	13	13	10
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	14	18	17	15	15	15	14	14	14	14	14	10
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 3/	14	13	18	16	16	16	15	15	15	15	15	10
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	14	13	12	11	11	11	10	10	10	10	10	7
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 4/	14	21	23	21	21	21	20	20	20	20	20	12
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	14	-4	-19	-19	-19	-19	-19	-20	-20	-21	-20	-6
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2009 5/	14	28	25	23	22	22	21	21	21	21	20	15
Ratio VA de la dette/exportations												
Scénario de référence	24	48	39	35	35	42	40	42	44	49	52	52
A. Scénarios alternatifs												
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2008-28 1/	24	34	42	51	63	81	83	91	99	110	118	142
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2008-28 2/	24	48	40	35	35	42	41	43	46	51	54	56
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	24	47	39	35	35	41	40	42	44	49	52	52
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 3/	24	29	71	63	63	76	74	77	81	91	97	90
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	24	47	39	35	35	41	40	42	44	49	52	52
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 4/	24	59	60	54	55	65	64	67	72	80	85	70
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	24	-7	-34	-33	-34	-42	-42	-46	-50	-57	-61	-23
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2009 5/	24	47	39	35	35	41	40	42	44	49	52	52
Ratio VA de la dette/recettes												
Scénario de référence	49	151	101	83	78	80	80	79	79	81	80	54
A. Scénarios alternatifs												
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2008-28 1/	49	107	107	119	140	155	166	171	175	180	181	148
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2008-28 2/	49	151	101	83	79	81	82	81	81	83	83	58
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	49	159	112	92	87	89	89	88	87	90	89	60
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 3/	49	114	118	98	92	95	96	94	94	97	97	61
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	49	113	81	67	63	64	65	63	63	65	64	43
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 4/	49	188	154	128	122	126	128	127	127	132	131	73
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	49	-34	-126	-112	-109	-116	-121	-123	-126	-133	-133	-34
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2009 5/	49	249	167	137	129	132	133	130	130	134	132	89

Tableau 2a. Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2008-2028 (suite)
(en pourcentage)

	Projections											
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2028
Ratio service de la dette/exportations												
Scénario de référence	3	4	3	2	2	3	3	3	3	4	3	4
A. Scénarios alternatifs												
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2008-28 1/	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	4
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2008-28 2/	3	4	3	3	2	3	3	3	3	4	4	4
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	3	4	3	2	2	3	3	3	3	4	3	4
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 3/	3	3	4	4	4	5	5	5	5	6	6	7
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	3	4	3	2	2	3	3	3	3	4	3	4
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 4/	3	4	3	3	3	3	3	4	4	4	4	5
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	3	2	1	0	0	0	0	0	0	1	0	-3
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2009 5/	3	4	3	2	2	3	3	3	3	4	3	4
Ratio service de la dette/recettes												
Scénario de référence	6	12	7	6	5	6	6	6	6	6	5	4
A. Scénarios alternatifs												
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2008-28 1/	6	8	4	4	4	4	4	4	4	4	3	4
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2008-28 2/	6	12	7	6	5	6	6	6	6	7	6	4
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	6	12	8	7	6	6	7	7	6	6	6	4
B2. Croissance exportations en valeur à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 3/	6	12	7	6	6	6	6	6	6	6	6	4
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	6	9	6	5	4	4	5	5	5	5	4	3
B4. Flux nets non générateurs de dette à moyenne historique moins un écart type en 2009-10 4/	6	12	8	7	6	6	7	7	6	7	6	6
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	6	8	3	1	1	1	1	1	1	1	1	-4
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2009 5/	6	19	12	10	9	9	10	10	9	10	9	6
<i>Pour mémoire:</i>												
Élément de libéralité supposé sur financement résiduel (financement requis en sus du sc. de réf.) 6/	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52

Source: Projections et simulations des services du FMI.

1/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, la croissance du déflateur du PIB (valeur en dollars E.U.), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB, et les flux non créateurs d'endettement.

2/ On suppose le taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts plus élevé de 2 points de pourcentage que dans le scénario de référence., avec des périodes de grâce et des échéances identiques à celles du scénario de référence.

3/ On suppose que les valeurs des exportations demeurent définitivement au niveau inférieur, mais que le solde extérieur courant revient à son niveau du scénario de référence en pourcentage du PIB après le choc (ce qui suppose implicitement un ajustement compensatoire du niveau des importations).

4/ Comprend les transferts officiels et privé et l'IDE.

5/ La dépréciation est définie comme le pourcentage de baisse du taux dollar/monnaie locale, qui ne peut dépasser 100 %.

6/ S'applique à tous les scénarios de vulnérabilité sauf A2 (financement moins favorable) pour lesquels les conditions de tous les emprunts nouveaux sont celles précisées à la note 2.

Tableau 2b. Tchad: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette publique, 2008-2028

	Projections							
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2018	2028
	Ratio VAN de la dette/PIB							
Scénario de référence	16	18	15	14	13	13	12	9
A. Scénarios alternatifs								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	16	13	14	16	20	23	30	30
A2. Solde primaire inchangé depuis 2008	16	5	-2	-6	-9	-14	-45	-98
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	16	18	17	17	18	20	36	91
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	16	19	19	20	21	23	31	38
B2. Solde primaire à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	16	17	21	20	19	19	18	13
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart type	16	15	18	17	16	16	16	13
B4. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% en 2009	16	25	22	21	20	19	18	12
B.5 Augmentation de 10% du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2009	16	27	24	22	21	21	21	15
	Ratio VAN de la dette/recettes 2/							
Scénario de référence	54	139	90	75	69	71	68	45
A. Scénarios alternatifs								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	54	103	81	89	106	126	174	165
A2. Solde primaire inchangé depuis 2008	54	40	-11	-33	-48	-74	-248	-495
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	54	144	99	90	92	105	191	422
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	54	151	113	105	107	119	166	188
B2. Solde primaire à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	54	134	125	105	98	101	100	67
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart type	54	120	106	90	84	87	90	67
B4. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% en 2009	54	199	131	111	102	103	98	62
B.5 Augmentation de 10% du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2009	54	210	140	118	110	113	114	77
	Ratio service de la dette/recettes 2/							
Scénario de référence	8	15	9	5	5	5	4	3
A. Scénarios alternatifs								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	8	15	7	4	5	6	8	11
A2. Solde primaire inchangé depuis 2008	8	15	6	1	0	-1	-8	-32
A3. Croissance du PIB inférieure en permanence 1/	8	16	9	6	5	6	9	24
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	8	16	10	6	6	7	8	13
B2. Solde primaire à la moyenne historique moins un écart type en 2009-10	8	15	9	7	6	6	6	6
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart type	8	15	8	6	6	6	5	5
B4. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% en 2009	8	17	12	8	7	7	7	6
B.5 Augmentation de 10% du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2009	8	15	11	8	6	7	6	7

Sources: Autorités tchadiennes et estimations et projections des services du FMI.

1/ Suppose que la croissance du PIB réel est égale au niveau de référence moins un écart type divisé par la racine carrée de la durée de la période de projection.

2/ Les recettes comprennent les dons.



Note d'information au public (NIP) n° 08/xx
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Fonds monétaire international
Washington, D. C. 20431 USA

Le FMI conclut les consultations de 2008 au titre de l'article IV avec le Tchad

Le 26 janvier 2009, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV avec le Tchad²⁶.

Informations générales

Le Tchad est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il est enclavé et secoué par des conflits civils et par l'instabilité politique. Son principal défi économique est de tirer parti des possibilités offertes par les revenus pétroliers pour stimuler la croissance, diversifier l'économie et réduire la pauvreté. Adopté en 2008, le deuxième document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) énonce une stratégie économique qui court jusqu'en 2011 et dont les principaux objectifs consistent à promouvoir la bonne gouvernance et un environnement propice à la croissance.

Depuis la fin des années 1990, l'évolution économique a été dominée par la préparation et le démarrage de la production pétrolière en 2003, avec de fortes fluctuations de la croissance globale liée au secteur pétrolier. La croissance a été anémique en 2007 et 2008 en raison de la faible croissance des secteurs non pétroliers et de la baisse de la production pétrolière. Une situation très difficile en matière de sécurité a affaibli l'activité économique. Pour 2008, le PIB réel devrait baisser de ½ % suite à la baisse continue de la production de pétrole et aux répercussions de l'attaque rebelle de février 2008 sur l'activité économique au

²⁶ Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des renseignements économiques et financiers, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui est soumis à l'examen du Conseil d'administration. À l'issue de cet examen, le Directeur général, en qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays.

premier semestre de l'année. Après une baisse des prix en 2007, les tensions inflationnistes ont repris au premier semestre de 2008 sous l'effet du renchérissement des denrées alimentaires, qui a atteint 11¼ % sur 12 mois à fin novembre 2008. La hausse continue des cours du pétrole jusqu'à la mi-2008 a contribué à renforcer le compte extérieur courant et les réserves officielles. La couverture des importations devrait grimper à 10½ mois d'importations de biens et services non pétroliers en 2008, contre 5¼ mois en 2006. Mais la crise économique mondiale affectera gravement le Tchad à travers la baisse des cours du pétrole, qui aura de sérieuses répercussions sur la position budgétaire.

La position budgétaire s'est affaiblie considérablement pendant l'ère pétrolière. Le déficit primaire hors pétrole s'est détérioré, passant de 4 % du PIB hors pétrole en 2004 — première année de recettes pétrolières — aux 28 % escomptés (base engagements) en 2008. Cette situation tient principalement à la progression des dépenses dans tous les domaines, mais surtout en matière de sécurité et d'investissement. La gestion des finances publiques est également problématique, la faiblesse du contrôle du budget se manifestant par le contournement des procédures budgétaires, les dépenses extrabudgétaires et le peu de planification à moyen terme. En outre, des problèmes ont été mis en évidence en ce qui concerne non seulement la capacité d'absorption dans certains secteurs, mais aussi la composition, le coût et la qualité des dépenses publiques.

En tant que membre de la zone franc CFA, le Tchad n'a pas de politique monétaire indépendante. La monnaie au sens large et le crédit au secteur privé ont connu une croissance rapide en 2008 grâce à l'accumulation des réserves. Le système bancaire est soumis à des facteurs de vulnérabilité en raison de son manque de profondeur, de sa sous-capitalisation et de la nécessité de renforcer sa supervision. Le régime de parité fixe du taux de change a joué un rôle important comme ancrage nominal de la politique macroéconomique. Toutefois, le taux de change réel s'est fortement apprécié (de 25 %) depuis 2000, même s'il s'est déprécié en 2007-08. L'accord au titre de la FRPC pour la période 2005-2008 a dérapé en raison de l'accroissement des déficits budgétaires hors pétrole, de l'orientation insuffisante des dépenses vers la réduction de la pauvreté et de la lenteur des réformes structurelles. Le Tchad a atteint le point de décision de l'initiative PPTTE en mai 2001 et a bénéficié depuis lors d'un important allègement intérimaire de sa dette.

Évaluation du Conseil d'administration

Les administrateurs ont insisté le fait que les recettes pétrolières donnent au Tchad les moyens de faire face à la pauvreté généralisée dans le pays. Ils notent toutefois que l'activité des secteurs non pétroliers reste peu développée, malgré l'augmentation des crédits budgétaires alloués à l'infrastructure et aux secteurs prioritaires. Des améliorations sont nécessaires en matière de situation sécuritaire, d'infrastructure, de mise en valeur du capital humain et de climat des affaires pour

jeter les bases d'une croissance durable. Les administrateurs notent que l'inflation est orientée à la baisse, à mesure que les effets du choc des prix alimentaires se dissipent mais ils appellent les autorités à la vigilance pour ramener rapidement l'inflation au niveau ciblé par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Les administrateurs ont exprimé leur préoccupation à l'égard des récentes augmentations significatives du déficit budgétaire hors pétrole et encouragé les autorités à assainir durablement les finances publiques par un effort de rééquilibrage budgétaire concerté. Ils ont entièrement souscrit à la stratégie budgétaire des autorités tchadiennes fondée sur l'amélioration de la gestion des finances publiques, l'accroissement des recettes non pétrolières et l'amélioration du ciblage et de l'efficacité des dépenses. Un cadrage permanent des recettes publiques, reliant la politique budgétaire aux richesses pétrolières du Tchad et réduisant l'impact de la volatilité à court terme des prix pétroliers permettra d'asseoir le Tchad sur des bases solides. Dans le même temps, les administrateurs reconnaissent que la démarche d'assainissement des finances publiques devrait tenir compte du besoin colossal en investissement du pays tout en restant compatible avec sa capacité d'absorption et ses contraintes de financement.

Les administrateurs ont salué la volonté des autorités d'engager le rééquilibrage budgétaire à partir de la loi de finances 2009 tout en les invitant à redoubler d'efforts. Des risques considérables pèsent sur le budget actuel, notamment en raison des hypothèses optimistes qu'il comporte sur les prix du pétrole et une réduction massive des dépenses de sécurité, qui devraient entraîner un écart de financement en cours d'exercice. Les administrateurs ont donc souligné qu'il importe d'établir un collectif budgétaire fondé sur des hypothèses réalistes de prix pétroliers et aboutissant à de vigoureux efforts pour amorcer la réduction des dépenses non sécuritaires telles que la masse salariale et les transferts aux entreprises publiques inefficaces, qui ont fortement augmenté ces dernières années.

Les administrateurs ont précisé qu'il est impératif d'améliorer la gestion des finances publiques pour atteindre les objectifs budgétaires à moyen terme, améliorer la qualité des dépenses publiques et éliminer les dépassements de crédits budgétaires. Des efforts s'imposent par ailleurs pour renforcer la budgétisation à moyen terme, la gestion de la trésorerie et les marchés publics, ainsi que pour améliorer le rôle des ministères dans les procédures d'élaboration et d'exécution du budget, avec un complément d'assistance technique. À cet égard, les administrateurs ont salué les autorités pour l'amorce de l'apurement des arriérés intérieurs.

Les administrateurs s'attendent à la prompte adhésion du Tchad à l'Initiative pour la transparence des industries extractives, prenant appui sur le dispositif de transparence du recouvrement des recettes pétrolières dont le pays s'est doté. Les

autorités devraient collaborer étroitement avec le FMI et d'autres partenaires, à l'élaboration d'un nouveau mécanisme permanent de gestion des recettes pétrolières.

Les administrateurs ont signalé que malgré la forte appréciation du taux de change effectif réel depuis le début de la décennie, cela ne semble pas compromettre la stabilité extérieure. À mesure que la production pétrolière se renforcera, il importera de suivre attentivement l'évolution des prix des biens non marchands. Les administrateurs ont insisté sur l'importance cruciale de l'amélioration de l'infrastructure—se traduisant en particulier par la réduction des coûts du transport et de l'énergie—ainsi que du renforcement de la gouvernance, du développement du secteur financier et des différentes réformes structurelles, pour accroître la productivité et la compétitivité, et donner une impulsion aux résultats à l'exportation encore faibles du Tchad.

Les administrateurs ont noté que, conjuguée à une gestion prudente de la dette, la manne pétrolière a permis d'améliorer la situation de la dette depuis la précédente consultation au titre de l'article IV. Bien que le risque de surendettement soit faible, la baisse des exportations et le recul de la croissance demeurent des risques non négligeables. Les administrateurs se sont par conséquent félicités de l'intention des autorités d'accroître la viabilité de la dette et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour atteindre au plus tôt, le point d'achèvement de l'initiative PPTTE, notamment en consolidant les relations du Tchad avec ses principaux partenaires. Plusieurs administrateurs ont encouragé les autorités à s'abstenir de contracter des emprunts non concessionnels.

Les administrateurs ont pris note de l'intérêt des autorités pour la conclusion d'un programme de référence. Ils ont encouragé les autorités à concrétiser les améliorations de la politique et de la gestion budgétaires en 2009 afin d'ouvrir la voie à un tel programme dès que possible.

Les administrateurs ont insisté sur le fait que les profondes lacunes des statistiques macroéconomiques du Tchad font obstacle à une surveillance effective. Les autorités devraient allouer des ressources adéquates à l'Institut national de la statistique, effort qui serait appuyé par un complément d'assistance technique dans les domaines prioritaires.

Les notes d'information au public (NIP) s'inscrivent dans le cadre des efforts que déploie le FMI pour promouvoir la transparence de ses prises de position et de son analyse de l'évolution et des politiques économiques. Les NIP sont diffusées avec le consentement des pays concernés, à l'issue de l'examen par le Conseil d'administration des rapports sur les consultations au titre de l'article IV avec les pays, de la surveillance de l'évolution économique à l'échelle régionale, du suivi post-programme et des évaluations *ex post* de la situation des pays membres où le FMI a appuyé des programmes sur une longue durée. Les NIP sont aussi diffusées à l'issue de l'examen des questions de politique générale par le Conseil d'administration, sauf si le Conseil en décide autrement.

Tchad: Principaux indicateurs économiques, 2007-11

	2007	2008	2009	2010	2011
	(Variation annuelle en pourcentage)				
PIB réel	0.2	-0.4	3.5	3.5	3.6
PIB pétrolier	-7.7	-11.7	-1.7	-1.1	-1.0
PIB hors pétrole	3.1	3.2	5.0	4.7	4.7
IPC (moyenne)	-8.8	8.1	3.0	3.0	3.0
Production pétrolière (en millions de barils)	52.4	46.5	45.6	45.6	45.6
Monnaie au sens large	5.4	11.1	8.4	8.3	7.9
Exportations, f.à.b	-1.0	14.0	-44.1	19.3	10.5
Importations, f.à.b	3.3	4.4	-10.2	3.1	6.5
Compte courant (en pourcentage du PIB)	-10.5	-9.6	-17.1	-7.3	-7.0
	(Pourcentage du PIB hors pétrole)				
Recettes totales	41.6	51.2	16.8	22.8	25.4
Dépenses totales	38.6	42.1	30.2	24.8	24.9
Solde primaire hors pétrole	-22.0	-28.1	-16.8	-10.7	-10.6
Solde budgétaire global	3.0	9.1	-13.4	-1.9	0.5
	(En milliards de francs CFA)				
PIB nominal	3.358	3.744	3,239	3,610	3,909
PIB nominal hors pétrole	1,840	2,032	2,203	2,386	2,575

Sources : autorités tchadiennes ; estimations et projections des services du FMI.

**Déclaration de M. Laurean W. Rutayisire, Administrateur pour le Tchad
28 janvier 2009**

1. Nous sommes reconnaissants à la direction et aux services du FMI d'avoir maintenu un dialogue fructueux avec les autorités tchadiennes. Dans une conjoncture marquée ces dernières années par le repli de la production de pétrole, les autorités tchadiennes sont parvenues à progresser dans la réalisation de leurs objectifs. Selon les estimations, l'excédent budgétaire global en pourcentage du PIB non pétrolier aurait triplé entre 2007 et 2008, les recettes pétrolières ayant augmenté et la progression des dépenses totales en pourcentage du PIB non pétrolier étant restée sensiblement inférieure à celle des recettes totales. Les autorités ont par ailleurs accru le niveau des dépenses prioritaires, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les réserves internationales restent solides, encore qu'elles aient été touchées par le repli des cours du brut. Entre 2006 et 2008, les réserves officielles brutes auraient doublé, pour atteindre environ 10½ mois d'importation de biens et services hors pétrole.
2. Cependant, la difficile situation sécuritaire du début de l'année dernière a pesé lourdement sur les résultats économiques récents et sur le solde primaire hors pétrole. Du fait de ses retombées sur le PIB non pétrolier et de la baisse de la production de pétrole, la croissance du PIB réel est restée faible. Le déficit primaire hors pétrole s'est creusé, en partie du fait de l'augmentation des dépenses prioritaires. L'inflation est montée en flèche des suites du récent choc des prix alimentaires. Pour en amortir l'impact les autorités ont été amenées à prendre un certain nombre de mesures à titre temporaire, allant des allègements fiscaux aux suspensions d'exportations et à l'assistance en faveur des agents de la fonction publique dont les revenus sont faibles. Afin de contrer les tensions inflationnistes, la BEAC a durci sa politique monétaire, notamment en imposant un niveau plus rigoureux de réserves obligatoires et en relevant ses taux directeurs.
3. Les autorités continuent d'attacher une grande importance au respect des critères de convergence établis par la CEMAC. Tous les critères principaux ont été tenus, hormis celui qui concerne le taux d'inflation annuel. Il importe de souligner que si d'autres chocs ne se manifestent pas l'inflation devrait être ramenée à un niveau conforme au critère de convergence de la CEMAC à moyen terme.

Perspectives économiques, politiques envisagées et programme de réformes

4. La croissance du PIB hors pétrole devrait rebondir à compter de 2009, poussée par le BTP, les services et l'industrie manufacturière. Du fait du tassement de la production, le PIB pétrolier devrait continuer de baisser cette année, mais à un rythme beaucoup plus modéré. Comme signalé plus haut, l'inflation devrait diminuer sensiblement cette année et être modérée à l'avenir, à supposer qu'aucun choc ne survienne.
5. Comme elles le signalent dans le deuxième DSRP, les autorités demeurent résolues à préserver la viabilité des finances publiques, à en améliorer la gestion et à mettre efficacement à profit les recettes pétrolières tout en jetant les bases d'une

croissance soutenue. La loi de finances de 2009 traduit la détermination des autorités à en préserver la viabilité budgétaire, notamment en programmant une réduction du déficit primaire hors pétrole d'environ 7 points de pourcentage du PIB non pétrolier. Les autorités vont assurer un suivi rapproché de l'exécution du budget et elles se tiennent prêtes à prendre toutes les mesures correctives qui pourraient se révéler nécessaires. Elles entendent notamment revoir le budget vers le milieu de 2009 si les cours du pétrole continuent de s'écarter de leurs projections.

6. Les autorités restent déterminées à mener une politique financière saine. Accompagnées dans les efforts qu'elles déploient pour accroître les recettes non pétrolières, elles mettront à profit l'assistance technique du FMI dans le domaine de l'administration fiscal-douanière. Aussi invitons-nous la direction à approuver la demande qu'elles ont formulée en la matière. S'agissant des recettes pétrolières, les autorités demeurent déterminées à les mettre judicieusement en valeur, notamment dans le but de diversifier l'économie. Elles entendent revoir l'ensemble du régime financier du secteur pétrolier, et des travaux ont été engagés pour renforcer le suivi de la mobilisation des recettes pétrolières.

7. Les autorités continueront à renforcer la gestion des finances publiques, en s'appuyant sur les récentes améliorations apportées au cadre budgétaire, notamment dans le but de prévenir les dépenses extrabudgétaires et d'assurer un meilleur suivi des dépenses d'équipement. Dans cette perspective, elles souhaitent faire appel à l'appui des bailleurs de fonds pour accompagner le plan d'action pour la modernisation de la gestion des finances publiques (PAMFIP).

8. L'économie tchadienne n'a pas encore été frappée par les actuelles turbulences financières mondiales ni par le ralentissement de l'économie mondiale. Cela risquerait cependant de changer si la crise financière touchait indirectement les banques nationales et que les cours du pétrole continuaient de baisser et restaient durablement bas. À l'heure actuelle la plupart des indicateurs de solidité du secteur financier demeurent positifs. Le système bancaire en particulier continue d'afficher une bonne tenue : les banques présentent une rentabilité élevée, les ratios de prêts improductifs s'améliorent et il existe suffisamment de liquidités. Cependant, compte tenu du fait que le système financier du Tchad présente de vastes perspectives de développement, les autorités sont déterminées à prendre des mesures pour renforcer le système et améliorer l'accès au crédit. C'est dans cette optique que s'inscrit la nouvelle stratégie de microfinance.

9. Sur le front structurel les autorités mèneront leur programme de réforme des grandes entreprises publiques telles que la société cotonnière Cotontchad et la Société Tchadienne d'Eau et d'Électricité (STEE), afin de les rendre plus performantes et de réduire leurs coûts budgétaires. Elles ont engagé un audit financier et technique de Cotontchad qui contribuera à définir les besoins de restructuration de la société et à tracer les contours de la réforme du secteur cotonnier. Une restructuration de la STEE est également envisagée ; elle prévoit notamment sa scission en deux entités distinctes chargées respectivement de l'eau et de l'électricité.

10. Les autorités continueront de faire preuve de prudence dans la gestion de la dette publique. Elles sont déterminées à préserver la viabilité de la dette publique et à atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE. S'agissant de la dette intérieure, les autorités ont relancé l'an dernier les opérations d'apurement des arriérés et entendent progresser davantage sur ce front.

11. En conclusion, il importe de rappeler que la faiblesse des capacités et la fragilité de la situation sécuritaire sont à l'origine des principaux défis que doivent relever les autorités tchadiennes depuis quelques années, notamment au plan budgétaire. Dans ce travail elles souhaitent recevoir l'appui des bailleurs de fonds et en particulier les conseils du FMI. L'assistance qu'apporte le FMI, fort de son expérience dans des pays ayant connu des situations comparables, présente une importante valeur ajoutée. Aussi estimons-nous que les autorités tireraient le plus grand parti d'une collaboration étroite avec le FMI, notamment dans le cadre d'un programme. Elles continuent de manifester leur intérêt pour un programme de référence qui ouvrirait la voie à un nouvel accord au titre de la FRPC. Nous invitons donc la direction et les services du FMI à donner une suite favorable à la demande d'un programme de référence et à mettre en place les conditions qui permettront d'enclencher rapidement la mise en œuvre de ce programme.